



EVALUATION FINALE

**Prévention et Gestion des conflits dans la Province
du Tanganyika et le Haut Katanga**

AOUT 2018

Florence FERRARI

Contacts:

Rock BASHIZI GAMWANYA
Head of Office – Kalemie
Search for Common Ground
Kalemie | DR Congo
+243 82 97 85 667
rbashizi@sfcg.org

Jessica BEST
Design, Monitoring & Evaluation Manager
Search for Common Ground
Goma | DR Congo
+243 81 21 06 274
jbest@sfcg.org

Table des matières

Abréviations	3
Résumé Exécutif	4
1. Contexte du projet	8
Introduction	8
Sommaire du Projet	8
2. Méthodologie	9
Objectifs	9
Collecte et Analyse des Données	10
Limitations	14
3. Résultats	15
Pertinence	16
Efficacité	20
Effectivité	33
Viabilité	36
Indicateurs du Projet	38
4. Conclusions	40
5. Recommandations	43
6. Appendices	45
Annexe 1: Outils	45
Annexe 2: ToR	55

Abréviations

AGR : Activités génératrices de revenus

CLPM : Comité Local de Paix et Médiation

CVP : Comités Villageois de Paix

CPPM : Comité Provincial de Paix et Médiation

CTPM : Comité Territorial de Paix et Médiation

FARDC : Forces Armées de la République Démocratique du Congo

FGD : Focus Group Discussion

FSRDC : Fonds Social de la République Démocratique du Congo

KII : Key Informant Interview (Informateurs clés)

RAF : Réseau d'Actions des Femmes

RDC : République Démocratique du Congo

RD Congo : République Démocratique du Congo

Search: Search for Common Ground

Résumé Exécutif

Introduction

Le présent rapport décrit les résultats obtenus dans le cadre de l'évaluation finale du projet « Prévention et gestion des conflits dans la Province du Tanganyika et du Haut Katanga », financé par les FSRDC et mis en œuvre par Search for Common Ground (Search) de mars 2016 au 31 Juillet 2018. La zone de mise en œuvre initiale comprenait trois territoires de la Province du Tanganyika et deux de la province du Haut Katanga, et cette zone a été étendue en avril 2018 à trois autres territoires du Tanganyika (Kongolo, Kabalo et Moba) pour les cinq derniers mois de mise en œuvre.

Méthodologie

Cette évaluation apprécie les réalisations du projet sur base de quatre critères : pertinence, efficacité, effectivité et viabilité. Le critère d'effectivité est réservé à la zone d'extension. Afin de produire cette évaluation la consultante a procédé à une revue documentaire des divers rapports trimestriels du projet et des études produites, notamment les rapports des conflict scan. Des données quantitatives et qualitatives ont été récoltées, suivant la même méthodologie selon laquelle l'étude de base avait été produite, présentée ci-après. L'évaluation a été conduite sur 5 territoires dont 3 anciens (Nyunzu, Manono, Kalemie) et 2 nouveaux (Kabalo, Moba). Dans les nouveaux, il était prévu d'évaluer uniquement l'effectivité du programme, seulement avec des données qualitatives, afin d'apprécier dans quelle mesure d'une part les activités prévues ont pu être mises en œuvre dans un laps de temps très court, et d'autre part les objectifs ont pu être atteints. Dans les anciens on devait appliquer tous les autres critères de l'évaluation retenus, par des données quantitatives en plus de celles qualitatives. Les données quantitatives ont donc été récoltées uniquement dans ces trois territoires pour un total de 400 questionnaires, dont 200 auprès des femmes. Les données qualitatives ont été récoltées à travers des groupes de discussion (FGD) et des entretiens avec des informateurs clés (KII). Quatre FGD par territoire ont été menés : un avec chaque comité de paix et médiation au niveau local et territorial, un avec un groupe d'hommes et un avec un groupe de femmes au sein des communautés de mise en œuvre. Le Comité Provincial de Paix et de Médiation (CPPM) du Tanganyika a également été entendu. Des KII ont été menés, lorsque possible, avec une femme leader, un jeune leader, un membre d'organisation locale travaillant dans la consolidation de la paix et une autorité locale. L'ensemble des personnes ainsi consultées à travers les données qualitatives est de 263 personnes dont 103 femmes. Les données qualitatives ont été récoltées aussi bien dans la zone de mise en œuvre de base que dans la zone d'extension.

Limitations

La réalisation de cette étude n'a pas connu des limites majeures. Toutefois quelques éléments peuvent être soulevés. D'une part, les territoires du Haut Katanga n'ont pas fait partie de la zone évaluée, il a donc été choisi de ne pas disposer d'informations sur les réalisations du projet dans cette Province. D'autre part, la consultante n'étant intervenue qu'à distance et après la récolte des données, elle n'a pas pu s'imprégner de façon approfondie des réalités locales ni maîtriser le choix des informations récoltées. La question principale porte sur la proportion réduite dans laquelle les Twas ont été représentés dans l'étude quantitative (4,7% des interviewés) et probablement aussi dans l'étude qualitative, bien que les informations ne soient pas disponibles sur ce point. Cette faible représentation ne semble pas tenir compte, ni de leur proportion réelle dans certaines des zones considérées, ni de leur place importante dans le conflit auquel il est essayé de répondre. La participation réduite des Twas peut avoir comme conséquence une prise en compte marginale de leur point de vue par rapport à celui des autres ethnies mieux représentées dans la consultation. Les raisons de cette faible représentation ne sont pas explicitées dans la méthodologie, et il est probable que cela soit simplement la conséquence du fait que pas assez d'attention a été consacrée à ce que la

représentation ethnique soit équilibrée. En conséquent, il n'a pas été prévu d'aller chercher les membres de la communauté Twa, qui vivent dans des milieux plus reculés. Vraisemblablement l'équipe en charge de la méthodologie et de la collecte n'avait pas identifié ou pas suffisamment pondéré ce risque. Cela est aussi symptomatique d'une conscience réduite sur les particularités du peuple Twa qui se manifestent aussi dans certains aspects du projet (voir la Partie Pertinence, Chapitre Résultats dans le Rapport entier)

Principales conclusions

(Pertinence) Toutes les personnes consultées ont considéré le projet de Search et les activités réalisées comme pertinentes, et notamment celles d'informer, sensibiliser, conduire la médiation au niveau communautaire et surtout les activités de rapprochement communautaire. Elles répondent bien à l'un des besoins majeurs qui est celui de paix et sécurité, et ont impliqué tous les acteurs concernés en respectant toutes les diversités. La seule question qui reste ouverte est « dans quelle mesure le projet a adressé une des causes racines majeures du conflit, à savoir l'exclusion et la marginalisation qui caractérisent l'ethnie Twa ». Cet aspect, qui est à la base des violences, devrait maintenant être traité afin de résoudre durablement le conflit.

(Efficacité) L'efficacité du projet, appréciée à travers l'atteinte de ses divers objectifs et mesurée par ses indicateurs, est réelle et appréciée par l'ensemble de personnes consultées. Cela transparait à travers la mesure des principaux indicateurs du projet, ceux reliés à l'objectif global. Le premier était le « *pourcentage des personnes interrogées parmi les communautés cibles qui affirment que le recours à la violence est un moyen efficace de résoudre un conflit* ». Le chiffre passe de 37,6% à 9,6%, soit une réduction remarquable de 28 points. Le second indicateur est le « *pourcentage des personnes interrogées parmi les communautés cibles qui affirment que les relations entre les différents groupes ethniques /communautés sont bonnes ou très bonnes* ». Une évolution positive se manifeste aussi dans d'autres indicateurs : le pourcentage de personnes interrogées qui affirment bien ou très bien comprendre les dynamiques de conflit dans leur milieu a augmenté de 9,7 points ; le pourcentage des personnes interrogées affirmant connaître au moins un mécanisme communautaire de gestion des conflits fonctionnel dans leur milieu a aussi augmenté de 9,7 points ; enfin le pourcentage de personnes interrogées affirmant avoir eu accès à de l'information fiable sur la gestion des conflits dans leur territoire a lui augmenté de 16,7 points. Dans l'ensemble des trois territoires considérés la proportion passe de 31,5% à 55%, soit 23,4 points d'augmentation. Les participants ont pu citer de nombreux effets concrets démontrant qu'une réduction des tensions et un rapprochement intercommunautaire a bien eu lieu, comme par exemple les faits que : les Twas aillent au marché, et que les femmes Twa arrivent à y vendre leurs marchandises; les activités d'agriculture et de commerce aient pu reprendre dans la zone; les chefs des milices armés aient prononcé des discours publics où ils s'engageaient à laisser les armes, jusqu'à même les brûler en public. Un exemple d'un jeune Twa rejoignant une équipe de foot de Bantous et d'une femme Bantoue mariant un Twa ont également été cités, ainsi que d'autres actes et symboles de rapprochement. De plus, l'approche du dialogue, où chacune des parties écoute l'autre et est prête à faire des concessions afin d'aboutir à un accord acceptable pour tous, se répand comme mode de gestion des conflits. Des exemples ont été donnés pour divers types de conflits : fonciers, sociaux, de limité d'entité, etc. A Kalemie toutefois plusieurs personnes interviewées ont partagé leur impression que, les activités concentrées surtout dans les villes, alors que ce sont les zones rurales isolées qui ont le plus souffert des violences. De façon générale, le territoire de Nyunzu reste dans une situation critique et cela se reflète dans les données récoltées, dans la mesure où les évolutions sont soit positives mais très réduites, soit négatives par rapport aux données de l'étude de base. Ce territoire a en effet continué à être le théâtre de violences pendant la mise en œuvre du projet.

(Effectivité) Dans les zones d'extension, la quasi-totalité des activités ont été réalisées malgré la courte période de mise en œuvre, mais elles l'ont été à une petite échelle, à savoir peu de fois, dans peu de lieux et brièvement. Bien que les interventions aient été appréciées et sont réputées avoir déjà produits quelques effets en termes de rapprochement intercommunautaire, les personnes consultées expriment de fortes

crainces que les résultats atteints soient limités et fragiles si le projet devait s'arrêter après à peine quelques mois.

(Viabilité) De nombreux efforts visibles ont été réalisés afin de rendre durables les effets du projet et ont réussi à donner confiance à une partie de la communauté que les gains réalisés vont perdurer car les communautés et les autres groupes cibles se sont approprié les enseignements. Le type d'activités choisies, l'approche adoptée intégratrice de toutes les parties prenantes, la présence régulière sur terrain sont déjà en soi des facteurs qui renforcent l'appropriation du projet par les communautés, et de cette appropriation dépend aussi la durabilité du projet. L'appui des CTPM en AGR a aussi été une aide pour se projeter dans le futur. Toutefois, une prolongation pourrait permettre d'aborder plus profondément quelques aspects qui le méritent, et d'asseoir les résultats atteints dans leur durabilité.

Recommandations

Recommandations adressées à Search

1. Vérifier que l'ensemble des causes profondes des conflits ont été identifiées et adressées et si ce n'est pas le cas le corriger pour les interventions futures. Vérifier cela particulièrement pour ce qui concerne la situation du peuple Twa par rapport aux autres citoyens.
2. Utiliser l'approche basée sur les droits dans la définition de la stratégie du projet, veillant ainsi à inclure un travail sur les droits reconnus à tous les citoyens congolais, et (inter)nationalement aux peuples autochtones en particulier, et applicables à l'ethnie Twa aussi.
3. Dans le cadre de la définition, mise en œuvre, suivi et évaluation des activités porter une attention systématique à la composition des participants et des groupes impliqués, en désagrégeant par ethnie, afin d'assurer une diversité et une représentativité en ligne avec la situation et aux aspirations du projet.
4. Utiliser encore davantage les langues locales dans les activités d'information et sensibilisation, voir médiation, adressées au grand public (si cela n'est pas encore le cas).
5. Accroître et étendre l'implication des organisations locales dans les activités, en les faisant participer en tant que public, ou encore mieux en les impliquant en tant qu'actrices partenaires dans les activités d'information, sensibilisation et de rapprochement communautaire.
6. Revoir la stratégie de travail avec leaders influents, et surtout les autorités provinciales, afin d'accroître leur engagement.
7. Les enseignements tirés de cette évaluation sont de nature transposable et devraient être pris en compte pour toute intervention visant à travailler sur la prévention et la résolution des conflits dans les Provinces concernées.
8. Suivre et appuyer le bon fonctionnement des AGR apportées aux CTPM et les conseiller afin d'en assurer une bonne gestion. Si cela est faisable, voir dans quelle mesure des micro AGR pourraient être aussi appuyées pour les CLPM.
9. Inclure dans les prochaines zones de mise en œuvre du projet les coins les plus reculés et les plus fortement touchés par les violences.
10. Réduire les retards pouvant influencer négativement la mise en œuvre des activités (par exemple dans la livraison de matériel, dans l'approbation formelle d'extensions de projets déjà agréés, etc.) ;

Recommandations adressées au FSRDC

11. Lors de l'analyse des types d'interventions à soutenir dans des zones touchées par des conflits non réglés, prendre en compte que la paix est une des tout premiers besoins à adresser, sans laquelle il est difficile pour les communautés de s'auto prendre en charge.

12. Continuer et étendre l'investissement dans la prévention et la gestion des conflits dans l'ensemble des territoires, et dans l'ensemble des zones de ceux-ci où le conflit est présent, afin de consolider davantage la durabilité des résultats atteints.

1. Contexte du projet

Introduction

Search vient de terminer fin juillet 2018 la mise en œuvre d'un projet dénommé : "Prévention et Gestion des conflits dans la Province du Tanganyika et le Haut Katanga" en RDC. Ce projet a été financé par le Fonds Social de la République Démocratique du Congo (FSRDC) dont le principal bailleur est la Banque Mondiale. Il a commencé en mars 2016 pour une durée initiale de 24 mois, et a ensuite été prolongé par une extension sans coût de 4 mois. La zone de mise en œuvre comprenait initialement les zones suivantes:

- Province du Tanganyika : Nyunzu, Manono et Kalemie
- Province du Haut Katanga : Pweto et Mitwaba.

La phase d'extension de avril à juillet 2018 a intégré les zones de Kabalo, Kongolo et Moba dans la Province du Tanganyika.

Le projet a été développé pour répondre et remédier aux tensions, affrontements, violences et déplacements des populations observables dans ces deux provinces dans les dernières années. Ces conflits tirent leur racine du contexte d'instabilité et inégalité que connaît de façon générale la RDC : absence de l'autorité de l'état, accès inégalitaire aux ressources naturelles, tensions entre acteurs fonciers, comme par exemple entre agriculteurs et éleveurs, comme c'est le cas à Kalémie. D'autre part, dans ces zones on relève des tensions croissantes entre Bantous et Twas dues notamment à l'exclusion politique et à la discrimination sociale (par exemple un accès plus limité aux services de base) de ces derniers et à leur accès limité aux ressources foncières et leur place réduite dans l'économie. Tout cela a progressivement abouti à la constitution de milices d'autodéfense de part et d'autre. Au fil du temps, ceci a entraîné des affrontements intercommunautaires, des tueries à grande échelle, des incendies de villages, des viols, déplacements de populations, climat de méfiance généralisée entre les membres des communautés rivales etc. Une analyse de conflit a été menée en début du projet et mise à jour tout au long du projet à travers une méthodologie de suivi des évolutions des dynamiques de conflit appelée « conflict scan ».

Sommaire du Projet

L'objectif principal du projet était de « *créer les conditions favorables pour une cohabitation non-violente et la mise en place d'un dialogue pacifié entre les communautés en conflit dans le Tanganyika et le Haut-Katanga* ». Pour ce faire les objectifs spécifiques suivants ont été développés et poursuivis parmi les activités reprises ci-dessous :

Objectif spécifique 1 : Améliorer les connaissances des acteurs locaux, étatiques et humanitaires sur les dynamiques de conflit des zones couvertes par le projet
--

Activités 1.1 : Analyse approfondie des dynamiques conflictuelles dans le Tanganyika et une partie du Haut - Katanga.
--

Activité 1.2 : Restitutions des résultats de l'étude au niveau communautaire, territorial et provincial.

Activité 1.3 : Conflict scans participatifs
--

<p>Objectif spécifique 2 : Renforcer les mécanismes communautaires de gestion des conflits et de coordination au niveau local, territorial et provincial couvrant les zones du projet</p>
<p>Activité 2.1: Mise en place des comités locaux, territoriaux et provinciaux de médiation et prévention des conflits</p> <p>Activité 2.2 : Formations en médiation et en transformation des conflits des structures au niveau local, territorial et provincial</p> <p>Activité 2.3 : Tenue de réunion coordination/concertation entre les comités Provinciaux, Territoriaux et les Comités Locaux.</p> <p>Activité 2.4 : Appui aux visites de terrain des Comité Provinciaux ou Territoriaux.</p>
<p>Objectif spécifique 3 : Favoriser l’instauration d’un dialogue pacifique, le rapprochement intercommunautaire et la transformation des conflits en soutenant des actions communautaires et de sensibilisation</p>
<p>Activité 3.1 : Appui à l’organisation d’activités de rapprochement communautaire / inter communautaire</p> <p>Activité 3.2 : Appui pour la mise en œuvre de micro-projet de médiation/résolution de conflit par les comités.</p> <p>Activité 3.3 Formation de comédiens et prestations de théâtre participatif</p> <p>Activité 3.4 : Production et projection d’un film fiction (cinéma mobile) sur la transformation des conflits dans le Katanga</p>
<p>Objectif spécifique 4 : Favoriser l’accès des populations du Tanganyika et du Haut-Katanga à de l’information crédible et fiable soutenant l’émergence d’attitudes pacifiques et tolérantes.</p>
<p>Activité 4.1 : Production et diffusion de programmes radio « Jirani ni ndugu »</p> <p>Activité 4.2 : Renforcement de capacité des radios en équipement et formation des journalistes en journalisme sensible au conflit « Common Ground Journalism » et les ABC du journalisme.</p> <p>Activité 4.3 : Production et diffusion d’émissions table ronde</p>

2. Méthodologie

Objectifs

L’évaluation finale a quatre objectifs principaux :

1. Déterminer la mesure dans laquelle le projet s’est adapté aux priorités des groupes cibles, des participants et du bailleur (**Pertinence**)
2. Évaluer le niveau d’atteinte des objectifs du projet (**Efficacité**)
3. Mesurer l’effectivité des activités dans les nouvelles zones d’intervention (**Effectivité**)
4. Analyser la soutenabilité des résultats atteints après la clôture du projet (**Viabilité**)

L'évaluation devra répondre aux questions de recherche suivantes :

<p>Pertinence</p> <ol style="list-style-type: none">1. La théorie de changement et la chaîne des résultats ont-ils répondu aux besoins clairement identifiés ?2. Dans quelle mesure le programme a-t-il démontré une capacité à s'adapter pour rester pertinent ?3. Le programme a-t-il continué à répondre aux besoins des groupes cibles pendant la période de mise en œuvre ?
<p>Efficacité</p> <ol style="list-style-type: none">4. Dans quelle mesure les objectifs du projet ont-ils été atteints ? Spécifiquement, quel est le progrès des indicateurs du projet suivants :<ol style="list-style-type: none">a. % des personnes qui affirment que le recours à la violence est un moyen efficace de résoudre un conflitb. % des personnes interrogées qui affirment que les relations entre les différents groupes ethniques / communautés sont bonnes ou très bonnesc. % des personnes interrogées qui affirment bien ou très bien comprendre les dynamiques des conflits dans leur milieud. % des personnes qui affirment connaître au moins un mécanisme communautaire de gestion des conflits qui soit fonctionnel dans leur milieue. % des personnes qui pensent que les mécanismes communautaires de gestion des conflits travaillent ensemble de manière coordonnéef. % des personnes qui affirment que les activités mises en œuvre par les comités ont créé des changements positifs sur les relations intercommunautaires dans leurs milieuxg. % des personnes qui affirment être capable de résoudre leur conflit de manière pacifique et non-violenteh. % des personnes qui affirment avoir accès à l'information fiable sur la gestion des conflits dans leur territoirei. % des personnes affirmant avoir accès à l'information sur la gestion des conflits qui pensent que cette information favorise la tolérance dans leur environnement
<p>Effectivité</p> <ol style="list-style-type: none">5. Les objectifs ont-ils été atteints à temps dans les nouvelles zones suivant l'extension du projet ?
<p>Viabilité</p> <ol style="list-style-type: none">6. Quel est le niveau d'appropriation du programme par les groupes cibles ?7. Les résultats atteints sont-ils susceptibles de se poursuivre après la fin du projet ?8. Dans quelle mesure le projet est-il intégré aux structures locales et institutionnelles ?9. Quels ont été les principaux facteurs qui ont influencé la durabilité du projet ?

Collecte et Analyse des Données

A cause de ressources limitées, cette évaluation s'est focalisée uniquement sur certaines des zones de mise en œuvre du projet dans la province du Tanganyika. Pour les zones de mise en œuvre initiale, Search a ciblé

les milieux qui ont connu le plus de conflit et où les activités du projet ont été le plus réalisées : Nyunzu (Nyunzu Centre et Muhunya), Manono (Manono Centre et Kyofwe), et Kalemie (Kalemie Ville et Fatuma)

Pour la zone d'extension la collecte des données a été faite dans les territoires de Kabalo (Kabalo Centre et Kasinge) et Moba (Moba cité et Mulonde)

Les critères de pertinence, efficacité et viabilité seront analysés pour les zones de Nyunzu, Manono et Kalemie, alors que pour Kabalo et Manono ce n'est que l'effectivité qui sera étudiée, étant donné la courte période de mise en œuvre. L'effectivité, bien qu'elle ne soit pas un critère d'évaluation habituelle, fait référence à deux aspects : la mesure dans laquelle les activités prévues ont bien été mises en œuvre, le degré selon lequel les objectifs assignés ont été atteints.

Afin de mieux comprendre les évolutions survenues au cours du projet, il était nécessaire de développer la méthodologie de l'évaluation en se basant sur celle qui avait été utilisée pour l'étude de base du projet. C'est ainsi qu'une approche mixte a été adoptée : qualitative (*focus groupes (FGD) et entretiens clés (KII)*) et quantitative (sondage individuel).

a. Données Qualitatives

Focus Groupes

Au total, 21 *focus group* ont été organisés dans les 5 territoires. Dans chaque territoire 4 focus groups étaient organisés : un avec le comité local de paix et de médiation, un avec le comité territorial de paix et de médiation, un avec des hommes de la communauté et un avec les femmes de la communauté. Les FGD avec les membres des comités de paix réunissaient des hommes et de femmes, en sachant que les hommes constituent la majorité des membres des comités. Dans le territoire de Kalemie un cinquième focus group a été organisé avec le comité provincial de paix et de médiation. Le tableau ci-dessous donne le détail des répartitions par sexe et par zone de personnes consultées dans les focus groups.

Table 1 : Tableau des personnes consultées par focus group par territoire et par sexe

FG	Nyunzu	Kalemie	Manono	Kabalo	Moba	Total
Membres hommes des Comité de paix et de médiation (provincial, territorial ou local) consultés	16	Inclut les membres du CPPM 21	17	21	14	89
Membres femmes des Comité de paix et de médiation (provincial, territorial ou local) consultés	8	Inclut les membres du CPPM 11	7	3	9	38
Nombre d'hommes de la communauté par localité	12	12	12	12	12	60

Nombre de femmes de la communauté par localité	12	12	12	12	12	60
Total	48	56	48	48	47	247

Entretiens Clés

Des entretiens semi structurés ont été organisés dans chaque territoire avec des individus clés, selon la répartition indiquée dans le tableau ci-dessous.

Table 2 : Tableau des personnes consultées par entretien clé par territoire et par sexe

KII	Nyunzu	Kalemie	Manono	Kabalo	Moba	Total
Autorités au niveau provincial (qui sont membres du Comité Provincial de la Paix)	-	-	-			0
Autorité locale	-	1 homme	-	1 homme	-	2 hommes
Responsable des structures impliquées dans la consolidation de la paix	1 homme	1 homme	1 femme	1 homme	1 homme	4 hommes 1 femme
Leader de la jeunesse	1 homme	1 homme	1 homme	1 homme	1 homme	5 hommes
Femmes leaders des associations	-	1 femme	1 femme	1 femme	1 femme	4 femmes
Total	2 hommes	3 hommes 1 femme	1 homme 2 femmes	3 hommes 1 femme	2 hommes 1 femme	11 hommes 5 femmes
						16 totaux

Table 3 : Tableau récapitulatif final des personnes consultées à travers l'enquête quantitative par territoire et par sexe

	Nyunzu	Kalemie	Manono	Kabalo	Moba	Total	Total par sexe
Nombre d'hommes par FGD	28	33	29	33	26	149	160
Nombre d'hommes par KII	2	3	1	3	2	11	
Nombre de femmes par FGD	20	23	19	15	21	98	103

Nombre de femmes par KII	0	1	2	1	1	5	
Total	50	60	51	52	50	263	263

b. Données quantitatives

L'approche utilisée pour déterminer l'échantillon a été systématique : un pas de sondage de 5 ménages dans chaque site a été observé pendant la collecte des données (même méthodologie que le baseline). La taille de l'échantillon a été déterminée à travers «sample size » calculator *Raosoft*¹ sur base des données démographiques de la province de Tanganyika. 385 personnes correspondaient à un échantillon représentatif de la population avec une marge d'erreur de 5% et un niveau de confiance de 95%. Pour assurer que le nombre de personnes ciblée soit atteint, l'échantillon retenue était de 400 personnes, soit 134 questionnaires dans chaque territoire, 50% d'hommes et 50% de femmes. Pour rappel le sondage n'a été mené que dans les zones de Nyunzu, Kalemie et Manono.

Table 4 : Répartition par zone et sexe des personnes consultées dans le cadre du sondage quantitatif :

	Femmes	Hommes	Total dans la province
Kalemie	67	67	134
Manono	66	66	132
Nyunzu	67	67	134
Total	200	200	400

Équipe

Le développement du TdR et des outils a été mené par l'équipe DME de Search. La consultante externe n'est intervenue que dans un second temps pour l'analyse des données et la rédaction du rapport.

La collecte de données a eu lieu en Août 2018, supervisée par l'Assistant de Suivi et Évaluation de Search avec l'appui du DME Manager. Cette collecte a été conduite par 3 superviseurs de l'équipe Search (1 Assistant DME et 2 assistants de projet) et 2 superviseurs venant de l'équipe FSRDC. L'Assistant de Suivi et Évaluation de Search a formé les superviseurs sur la méthodologie, les outils de collecte, l'approche Do No Harm et sensibilité au conflit et les défis potentiels de la collecte. Un superviseur et un assistant de projet ont été déployés dans chaque zone. Le superviseur était responsable de former les enquêteurs pour

¹ <http://www.raosoft.com/samplesize.html>

la collecte des données quantitatives au niveau du territoire, et menait lui-même la discussion des FG et des KII.

L'analyse des données a été effectuée à distance par la consultante avec un soutien de la part du chargé de base de données de Search pour le traitement des données quantitatives et en collaboration directe avec l'ensemble de l'équipe de Search ayant travaillé sur le projet et sur l'évaluation. Après une analyse générale des données qualitatives et quantitatives, celles-ci ont été analysées tout d'abord par zone, par genre et enfin par ethnie. La rédaction suit les critères et les questions de recherche indiquées dans les TdR. Elle part des grandes tendances quantitatives par zone pour aller vers les spécificités (par genre et par ethnie lorsque applicable, ou autre). Au début est toujours fournie une comparaison avec les données de l'étude de base du projet. Ensuite sont proposés des compléments et des éléments explicatifs sur base des données qualitatives.

Limitations

En termes de limites, les éléments suivants peuvent être signalés :

- Son champ géographique a dû être réduit : 3 territoires ont été exclus parmi les 8 de mise en œuvre. Cela a été un choix stratégique de Search et du bailleur et ne peut donc être considéré comme une limite à proprement parler, bien que ce choix aboutisse à un manque partiel d'information sur les trois zones.
- La méthodologie et les outils ont été développés en interne par Search, et la consultante n'est intervenue que pour la phase d'analyse, ce qui limite, d'une certaine façon, sa marge de manœuvre sur le choix du type de données dont elle dispose dans son analyse.
- La communauté Twa a été assez peu représentée dans les données collectées. D'une part, dans le sondage quantitatif les interviewés sont ainsi répartis : 401 participants dont 17 Twa, 263 Luba, 119 Autres, 1 inconnu. Les Twas représentent 4,7% interviewés, ce qui est trop peu en considérant que leur proportion dans la population est certes minoritaire mais peut aller parfois jusque 25% dans certains coins², et d'autant plus en connaissant la place qu'ils occupent dans les conflits locaux. D'autre part la même question se pose pour les données qualitatives. Il n'a pas été possible pour la consultante de connaître les ethnies des participants aux focus groupes car elles n'ont pas été indiquées. Les focus groups étaient ethniquement mixtes, mais bien que la proportion de chacune des ethnies ne soit pas connue, il semblerait que les Twas étaient très minoritaires, car souvent les propos rapportés sont plutôt ceux propres à d'autres ethnies. Après échange avec des membres de l'équipe de collecte, il semblerait qu'effectivement les Twas aient été peu représentés dans les FGDs et les KIIs. Les raisons de cette faible représentation ne sont pas explicitées dans la méthodologie, et il est probable que cela soit simplement la conséquence du fait qu'une attention insuffisante a été consacrée à ce que la représentation ethnique soit équilibrée. Il est probable que

² IRC, Geoffroy Groleau, « Focus Conflit : Une crise silencieuse au Congo : Les Bantous et les Twas au Tanganyika » :

« L'absence de villages twas reconnus par les autorités perdure malgré le fait qu'ils représentent 15 % de la population du Tanganyika (ou 375 000 individus), et jusqu'à 35 % de la population des territoires de Nyunzu et Manono. » Les statistiques démographiques sont limitées en RDC. Les statistiques pour la population du Tanganyika et celle des twas proviennent de deux sources :

<http://documents.banquemonddiale.org/curated/fr/394761468247843940/Congo-RepubliqueDemocratique-du-Cadre-strategique-pour-la-preparation-dun-programme-de-developpement-des-Pygmees>, p. 100 ; et <http://www.africamuseum.be/museum/research/publications/rmca/online/tanganyika.pdf>, p. 409.

peu d'efforts ont été investis à aller chercher les membres de la communauté Twa pour les consulter. Ces derniers vivent en effet souvent dans des milieux plus reculés. Vraisemblablement l'équipe en charge de la méthodologie et de la collecte n'avait pas identifié ou pas suffisamment pondéré ce risque. Cette situation est aussi peut-être symptomatique d'une conscience réduite des particularités du peuple Twa qui se manifestent aussi dans certains aspects du projet (voir la Partie Pertinence, Chapitre Résultats dans le Rapport entier).

- Une dernière difficulté, d'importance plus réduite, est le fait que souvent dans les données qualitatives, les interviewées font référence aux « Bantous » sans qu'il soit clair ce que ce terme englobe exactement. Il est probable que le terme « Bantous », dans le cadre de ce conflit et de cette étude, soit souvent utilisé afin de désigner les membres de l'ethnie Lubas. Or, il n'est pas certain que cela soit toujours le cas et qu'il soit possible de restreindre systématiquement le sens de « Bantous », car, bien que le conflit soit principalement entre les Twas et le Lubas, il a progressivement pris d'autres dimensions jusqu'à intégrer d'autres tribus. La consultante propose de rester fidèle aux propos des interviewés et de reprendre la désignation qu'ils ont utilisé.

3. Résultats

Les résultats de l'évaluation vont être présentés par critère d'évaluation, à savoir pertinence, efficacité, effectivité et viabilité. Les critères de pertinence, efficacité et viabilité seront analysés pour les zones de Kalemie, Manono et Nyunzu, et le critère de l'effectivité se concentrera sur les zones d'extension où le projet n'est intervenu que dans les 4 derniers mois, à savoir Kabalo et Moba. Pour rappel les questions de recherche sont reprises au début de chaque partie concernée.

Aperçu sur le contexte de la zone

Avant de commencer il est important de rappeler le contexte dans lequel le projet a été mis en œuvre car celui-ci a influencé aussi bien la réalisation des activités que les effets produits par le projet.

Au niveau national, la situation politique générale, dominée par le flou entourant l'organisation des élections, ne permet pas de vraie stabilité. Dans le Tanganyika, se trouve l'une des ailes les plus actives de l'opposition contre le pouvoir central avec des personnalités assez influentes dans la province et au plan national (Groupe de G7). Plusieurs leaders cherchent à gagner le soutien de la population en prononçant les discours invitant à la haine, ce qui contribue à créer des tensions violentes entre les communautés.³

Fin 2016 début 2017, la situation sécuritaire dans l'ensemble de la zone a été marquée par une recrudescence des exactions des conflits intercommunautaires entre Twa-Luba et certaines autres communautés. Cela a notamment provoqué la résurgence des mouvements des milices Luba nommées « les Eléments » et de la milice Twa appelé «Perci». Nyunzu a été particulièrement affecté par des violences, déjà depuis juillet 2016, ce qui a causé le déplacement de nombreux ménages, précarisant ainsi davantage leurs conditions de

³ IRC, « Focus conflit : Une crise silencieuse au Congo : Les Bantous et les Twas au Tanganyika », Geoffroy Groleau

vie et d'accès aux services sociaux (santé, eau, éducation). Kalemie a été affectée par l'arrivée de déplacés en grand nombre, ainsi que par des tensions entre Twa et Banyamulenge, et entre agriculteurs et éleveurs.⁴

Cela a limité aussi bien les activités de Search que celles de comités de paix et de médiation. Le déploiement des FARDC aurait progressivement contribué à une amélioration des conditions sécuritaires à Nyunzu et une partie de Kalemie.⁵

Pertinence

La théorie de changement et la chaîne des résultats ont-ils répondu aux besoins clairement identifiés ?

Il ressort des données récoltées et de la recherche documentaire que globalement le projet répond de façon pertinente aux besoins identifiés. La théorie de changement, les résultats prévus, les activités envisagées et réalisées suivent une logique qui répond effectivement au problème ciblé. Ci-dessous une courte réflexion sur comment les blocs d'activités construits autour de chacun des objectifs contribuent bien à l'atteinte de cet objectif et à celui plus général du projet :

(Objectif 1) Proposer aux parties concernées une meilleure connaissance et compréhension de ce qu'est un conflit et de comment ceux-ci naissent et s'alimentent, a permis à certains d'entre eux de réfléchir avec un peu de recul à la réalité du conflit qu'ils vivent, et à percevoir les autres sous un autre point de vue. Par exemple un des participants au FGD de Manono rapporte « *c'est à travers ces sensibilisations que nous jeunes Twas de Kamala étions plus conscientisés que rien ne peut provenir du conflit, plutôt il faut s'unir.* »

(Objectif 2) Le soutien à la création de comités locaux de paix, par des processus qui ont été reconnus par les communautés comme transparents et participatifs, a été loué par toutes les personnes consultées. Leur formation et suivi a effectivement renforcé leurs capacités à s'investir dans la gestion des conflits, dans la mesure où ceux-ci se sont sentis plus forts et ont davantage osé s'attaquer à certains conflits, et les traiter différemment, visant une solution acceptée par toutes les parties prenantes. La coordination entre les acteurs aux différents niveaux, et notamment pour accroître leur complémentarité (soutien, et prise en charge des aspects plus complexes des conflits dépassant le niveau local) est également aussi bien une nécessité qu'un défi.

(Objectif 3) Les activités de sensibilisation et rapprochement communautaire (théâtre, film, activités sportives et culturelles) sont celles, qui, à côté de la radio, peuvent atteindre le plus grand nombre de gens. La valeur ajoutée spécifique de ces activités est le rapport immédiat entre l'activité, ceux qui l'organisent, et le public. Ce rapport direct produit en général une impression plus forte sur les participants, spectateurs. L'ancrage des situations représentées dans le vécu quotidien de la population (conflits, préjugés), le fait de montrer la perspective de l'autre, et de faire réfléchir à des dénouements de situation autre que violent, permet que les spectateurs transposent ce qu'ils voient à leur propre expérience, et porte ainsi des effets directs en termes de réduction des tensions entre parties au conflit.

(Objectif 4) Le rôle important joué par les rumeurs, préjugés et fausses informations dans les conflits ne peut être contrecarré que par leur déconstruction basée sur des éléments réels et rationnels. Il est donc capital d'agir, comme l'a fait Search, à travers des formations de journalistes et le soutien à la production

⁴ Rapports trimestriels de SFCG sur l'avancement de la mise en œuvre du programme.

⁵ Rapports trimestriels de SFCG sur l'avancement de la mise en œuvre du programme.

d'émissions radios, pour que la population et les acteurs d'influence, dont les médias, prennent conscience de l'importance de rechercher la vraie information auprès de plusieurs sources, et sachent comment le faire. Rendre l'information plus fiable et accessible est un investissement dans le futur pour une information de qualité.

Dans quelle mesure le programme a-t-il démontré une capacité à s'adapter pour rester pertinent ?

Malgré les différents défis qui se sont présentés, le projet a su s'adapter au contexte. Parmi les principaux défis peuvent être cités :

- Le contexte et l'insécurité ;
- Un certain retard dans la fourniture de matériel ou par exemple dans la réalisation de certaines procédures, telles que l'approbation de l'extension du projet dans les nouveaux territoires par le FSRDC;
- Une accessibilité parfois limitée et difficile, voire impossible, notamment pour des raisons logistiques, aussi bien par route que par vol humanitaire ;
- Un investissement limité de la part des autorités provinciales, qui a notamment abouti à des lenteurs en termes de création et de fonctionnement du Comité Provincial de Paix et de Médiation.

Dans ce contexte instable Search a su récolter les informations fiables (au quotidien mais aussi de façon spécifique avec les scan périodiques), suspendre les activités lorsque nécessaire, les reprendre, travailler malgré le retard de livraison du matériel, etc.

Les rapports de mise en œuvre trimestriels fournissent des informations pertinentes : le rapport numéro 6 par exemple explique que lorsque des attaques et autres incidents sécuritaires ont repris, suite à la reconstitution des milices « Eléments » et « Persi », les comités de paix et Search ont facilité la tenue de réunions afin de dialoguer avec ces groupes. Suite à ces sensibilisations, certains anciens membres de ces deux milices ont décidé de se constituer en association afin de sensibiliser des membres de leurs groupes et communautés respectives, et Search les a formés et appuyés dans cette démarche, qui porte ses fruits (page 11, rapport 6 ; FGD des Femmes de Nyunzu).

Autre exemple, Search s'est confronté à un manque d'intérêt au niveau provincial pour la constitution du Comité de paix et de médiation du Tanganyika. Toutefois, fin 2016 lorsque des affrontements ont repris, le Gouvernement provincial a sollicité l'appui technique de Search afin d'organiser un Forum de paix provincial, qui a eu lieu en février 2017. Suite à cela, le Gouvernement provincial lui-même a voulu mettre sur pied un comité de suivi des recommandations qui avaient été formulées. Bien que ce processus n'était pas explicitement prévu dans le cadre du projet, Search a su et pu s'adapter afin de saisir les opportunités se présentant au fur et à mesure, et d'ainsi rester pertinent aux changements du contexte.

En ce qui concerne la pertinence du projet, tous s'accordent pour affirmer que l'objectif et les activités du projet étaient adaptés à la situation de conflit connue par la zone. A ce titre, les participants fournissent plusieurs illustrations sur comment le projet a démontré sa pertinence, dont par exemple : « *On observe une accalmie et le retour de ceux qui avaient fui.* » (Le représentant des jeunes du Comité local de Kyofwe, Manono).

A Kalemie quelques personnes regrettent que les activités se soient concentrées au centre-ville de Kalemie (FGD CTPM) et donnent la note de 3/5 au projet, tout en reconnaissant qu'il y avait de l'insécurité et qu'il n'était pas facile de se déplacer. Par exemples les femmes du FGD de Kalemie expliquent : « *La sensibilisation communautaire n'a pas atteint les coins de la province. Search s'était plus concentré dans le centre des cités oubliant les villages, cité des territoires et villes. D'où, nous ne sommes pas totalement satisfaits.* » Le Comité Provincial du Tanganyika soutient également que de toute façon il n'est pas possible d'atteindre un grand changement sur des problématiques aussi complexes en peu de temps (FGD avec le CPPM Tanganyika).

Le programme a-t-il continué à répondre aux besoins des groupes cibles pendant la période de mise en œuvre ?

La majorité des participants, dans toutes les zones et tout groupe confondu, ont affirmé que le projet avait été très inclusif dans toutes ses activités et que la diversité des participants était visible, dans l'ensemble des catégories de sexe, ethnicité, âge, statut social.

Le focus group des hommes à Manono a rapporté que le projet, en agissant sur les conflits entre les communautés et en réduisant les tensions et accroissant la sécurité, avait permis la réouverture d'axes qui étaient auparavant fermés « *A partir des activités de sensibilisations menées par ce projet, il y a eu réouverture d'écoles pour les enfants au cours de cette année scolaire* » (CLPM Kyofwe, Manono), et que « *la vie reprenait* », chacun pouvant retourner vaquer à ses activités (école, agriculture, etc).

A Kalemie toutefois plusieurs interlocuteurs se sont plaints de la faible implication des femmes (FGD avec le CPPM), confirmé par l'entretien clé avec le Réseau d'Action des femmes (RAF). Toujours à Kalemie le Secrétaire Exécutif du Conseil Provincial de la Jeunesse de Kalemie était globalement négatif et se plaignait de la faible implication des jeunes. Il est difficile de savoir dans quelle mesure ces plaintes ont un vrai fondement, ou dans quelle mesure il s'agit plutôt de mauvaise information ou médisance sans fondement. Selon les informations disponibles, Search a tout de même réalisé plusieurs efforts afin d'impliquer activement et spécifiquement les jeunes. A titre d'exemple on peut citer : le projet a appuyé financièrement et techniquement le festival de paix « *Amani yawezekana* » à Kalemie qui a eu la participation des jeunes venus de tous les territoires de la Province du Tanganyika ; le projet a contribué à organiser un atelier de formation des jeunes regroupés au sein du Conseil Provincial de la Jeunesse. S'il le considère pertinent, Search pourrait essayer d'approfondir les sources de ces propos avec les concernés afin de mieux cerner les raisons de ces reproches.

A Manono, village de Kyofwe, afin de montrer comment le projet avait répondu à divers besoins, le CLPM a expliqué qu'aujourd'hui les tâches des femmes étaient allégées par le fonctionnement du moulin. Search a en effet doté d'AGR chacun des CTPM afin d'aider ceux-ci à subvenir à certains besoins essentiels des comités pour la réalisation de leurs activités après le départ du projet. Le focus group avec les femmes a expliqué qu'un projet ne « *peut pas répondre à tous les besoins mais nous avons eu la paix* ». Une jeune fille de ce groupe a rapporté son expérience personnelle « *Lors du match opposant les filles Twas et Bantous organisé par Search, j'ai été parmi les joueuses, malgré que nous les filles Bantous nous étions battues par les filles Twas, nous avons compris malgré le conflit qui nous oppose, que je peux recourir facilement auprès d'une fille Twa et elle peut m'aider. Exemple : je suis même tombée en plein terrain de football et une fille Twa est venue me relever.* » Les hommes du FGD de Nyunzu ont expliqué : « *C'est grâce à ses activités que la paix est revenue dans le secteur Sud-Lukuga. Dans ce projet, Search n'a pas eu peur*

d'arriver dans les zones qui étaient rouge et a ouvert les voies à d'autres personnes. Il nous a permis de nous réconcilier avec nos frères Twa. La projection du film nous a plus permis d'ôter les mauvaises idées en nous. »

A Nyunzu, comme à Manono, plusieurs participants à des focus groups ont considéré que le projet n'avait pas travaillé sur la question de statut socioéconomique car les différences entre les Twa et les autres ethnies restent encore importantes. « *D'où un écart de statut économiques reste remarquable entre les Twa et Bantou, ce qui peut à la longue générer le conflit.* » (CTPM Nyunzu). Le FGD des femmes de Nyunzu remarque que : « *Au côté du Nord, il n'y a pas encore la paix, nous pouvons dire que nous sommes encore à 75% de paix rétablie. Nous avons la paix mais la question de la faim est une bombe à retardement. Nous allons encore nous battre à cause des Twa qui volent encore nos cultures dans nos champs.* »

Le responsable Twa du CTPM de Manono par contre ne tarissait pas en éloge sur « *l'importance du comité de paix et de médiation dans les milieux qui ont été touchés par ces conflits intercommunautaire* » car il n'avait espoir que lui ou l'un de membre de sa communauté Twa pourrait « *atteindre la cité de Manono pour circuler librement ou s'approvisionner de produit de première nécessité*».

La difficulté spécifique à intégrer dans les activités les Twas par rapport aux autres ethnies, semble s'être fait remarquer de façon progressive, et avoir au fur et à mesure été prise en charge par Search. Par exemple dans les rapports trimestriels il n'apparaissait au début pas clairement le pourcentage de Twas participants, mais cette précision a été incluse plus tard dans le rapportage des activités pour ainsi pouvoir mieux suivre cet aspect de diversité ethnique. De même, alors que cela n'était pas initialement prévu, Search a soutenu la création d'un comité mono ethnique composé uniquement de Twa, afin que celui-ci puisse régler des désaccords apparus au sein du groupe.

« La guerre de la faim »

Evaluer la pertinence d'un projet revient à rechercher dans quelle mesure l'intervention développée par le projet répond aux besoins identifiés. Selon le titre du projet, il s'agit de résoudre et prévenir les conflits dans la province du Tanganyika (et du Haut Katanga). Cela devrait a priori impliquer un travail sur les causes profondes du conflit, qui dans le cas du conflit Bantou-Twas, comprennent une forte inégalité en termes politiques, économiques et sociaux. En effet, globalement, les Twas ont moins de pouvoir politique (leurs chefs sont des chefs de « groupe », mais ne gouvernent pas sur un territoire et sont peu reconnus par les autres chefs coutumiers), moins de reconnaissance sociale (sentiment d'infériorité pour eux et supériorité pour les autres, mépris envers eux) et moins de ressources économiques (notamment parce qu'ils n'ont pas d'accès facile à la terre, leurs chefs ne disposant pas de terre et les autres chefs coutumiers ayant tendance à les exclure). Leurs conditions de vie sont plus mauvaises (accès à l'eau, à l'école), à cause d'une exclusion qu'ils subissent, mais dont ils sont aussi en partie acteurs. Le travail que fait Search sur la réduction des tensions par la déconstruction des préjugés, une meilleure information et une gestion pacifique des conflits est indispensable. Toutefois, au-delà de celui-ci, pour une gestion durable du problème, il faut aborder le cœur du celui-ci, qui réside en cette inégalité et cette exclusion, sans quoi ces causes de conflits vont persister, se manifester à nouveau et recréer, inévitablement, de la violence. Plusieurs interlocuteurs ont explicité cette crainte, à court terme : « les Twas volent dans nos champs » ou à long terme « les inégalités ethniques persistent ». L'expression « guerre de la faim », que la consultante a découvert dans les notes des entretiens, exprime en fait l'idée que la population a beau avoir été sensibilisée sur la paix, si elle a faim et qu'elle n'a rien à manger, elle ira prendre de quoi se nourrir là où elle pourra. Il est clair qu'améliorer les conditions de vie du peuple Twa est un travail long et complexe dans toute l'Afrique centrale, mais

c'est un passage inévitable pour la construction d'une paix et stabilité à long terme. Pour cela il faut du temps et des réels engagement politiques traduits en mesures concrètes, de la part des autorités de tous les niveaux.

Les deux témoignages ci-dessous, de Nyunzu, démontrent clairement la crainte de guerres futures. A travers eux transparait aussi le fait que les clichés et les préjugés demeurent : les Twas sont vus par les autres ethnies comme ceux qui préfèrent voler que travailler :

- Un des membres du CT Nyunzu : « (...) la faim qui est déjà dans les communautés va nécessiter les activités de dialogue, la communauté Twa n'a pas encore compris pourquoi cultiver et son importance sur la vie future et économique. D'où un écart de statut économiques reste remarquable entre les Twa et bantou, ce qui peut à la longue générer le conflit. »
- KII structure dans consolidation paix : « nous restons avec une crainte et une guerre qui se pointe déjà à l'horizon, c'est la guerre de faim, (...) ils préfèrent manger ce qui est prêt que de cultiver pour eux-mêmes, ils préfèrent aller voler que de chercher comment survivre et tout ceci va nous amener à une deuxième guerre dans le territoire. »

Efficacité

Afin de mesurer l'efficacité du projet nous allons voir dans quelle mesure les objectifs qu'il s'était fixé ont été atteints, en se basant notamment sur les indicateurs qui avaient été formulés lors de sa conception, et en voyant l'évolution entre la valeur donnée par la baseline et celle résultant de cette évaluation finale.

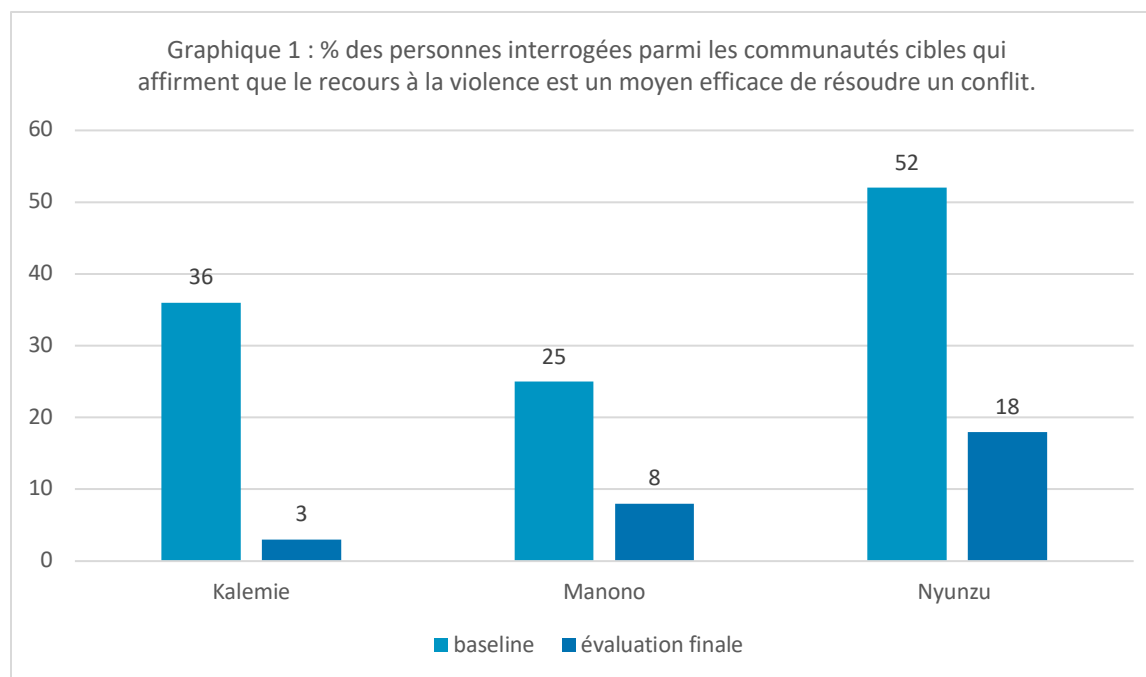
(Objectif principal : Créer les conditions favorables pour une cohabitation non-violente et la mise en place d'un dialogue pacifié entre les communautés en conflit dans le Tanganyika et le Haut-Katanga.)

- a) % des personnes qui affirment que le recours à la violence est un moyen efficace de résoudre un conflit*
- b) % des personnes interrogées qui affirment que les relations entre les différents groupes ethniques / communautés sont bonnes ou très bonnes*

Avant de rentrer dans ces points, deux données introductives sur la connaissance et participation aux activités :

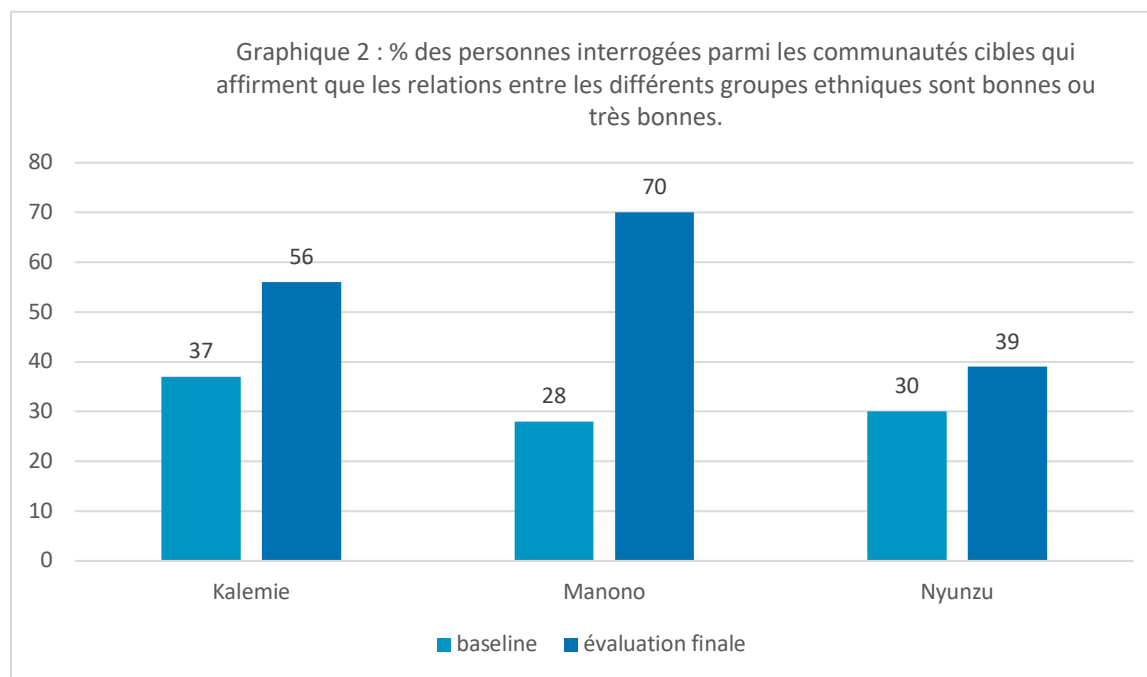
- La plupart des personnes interviewées connaissent Search (entre 72% à Nyunzu et 89% à Kalemie), écoutent les émissions de Search (entre 73% à Nyunzu et 96% à Manono) y compris Jirani Ni Ndugu (entre 79% à Nyunzu et 97% à Manono). Comme il apparait déjà ici, Nyunzu affiche presque toujours des pourcentages d'une dizaine de points inférieurs à Kalemie ou Manono.
- Globalement les catégories plus marginalisées sont sous-représentées dans les réponses positives à ces questions. Ils sont par exemple 89% d'hommes et 75% de femmes à avoir entendu parler de Search. De la même façon qu'ils sont 83% de Luba et 71% de Twa à avoir entendu parler de Search. En ce qui concerne l'émission Jirani Ni Ndugu, ils sont 84% d'hommes et 73% de femmes à déclarer l'écouter.

Les indicateurs prévus dans la baseline pour mesurer l'avancement au niveau de l'objectif principal du projet sont les deux questions variables à partir desquelles il est étudié les changements apportés, ou pas, par le projet à ce niveau.



La différence entre la proportion des personnes considérant le recours à la violence comme le moyen efficace de résoudre les conflits au début et à la fin du projet est importante et sa chute est symptomatique d'un succès remporté par le projet, au moins dans les zones visitées et au sein des personnes consultées. Tandis que à Kalemie la proportion a été divisée par 10, à Nyunzu elle ne l'a été que par 3, ce qui est déjà énorme, mais reste assez élevé. Pour la plupart des questions Nyunzu présente des changements plus réduits, voir plus négatifs, probablement car le conflit y est encore une réalité quotidienne. Il n'y a ici pas de différences entre les sexes, par contre elle existe entre les ethnies. Les personnes considérant le recours à la violence comme efficace sont 23,5% des répondants Twa ; 9,1% des Luba et 8,4% des autres ethnies.

Cette tendance générale est confirmée par les données qualitatives, où de nombreux répondants expliquent qu'y a une différence entre comment les conflits étaient réglés dans le passé et comment ils le sont aujourd'hui : avant les personnes restaient figées sur leurs positions, et on agissait à travers la bagarre ou le recours à la justice. Et même lorsque les parties allaient devant le chef, il y avait un perdant et un gagnant. Chaque partie voulait gagner sur l'autre. Aujourd'hui les gens voient davantage le sens de se parler pour trouver ensemble un accord qui convienne à tout le monde. Par exemple une des participants au FGD des hommes de Kalemie raconte : « Avant on pouvait soit se rendre justice ou soit se traduire directement en justice lorsqu'il y a conflit. Ces mécanismes avaient des limites, car ne résolveaient pas les conflits mais plutôt les généraient sous une autre forme : vengeance, règlement de compte. Cependant, ces deux dernières années, avec les effets du recours à la violence, nous avons appris à résoudre des conflits en procédant par des médiations, dialogue... » ; « Nous pensions qu'avoir une partie gagnante et une autre perdante dans le processus de résolution de conflit étaient une approche idéale. Cette approche générait des conflits entre nous, qui à la longue faisait éclater de guerres et violations ethniques. Présentement, le mécanisme de médiation/dialogue ne laisse plus les parties en conflit sous silence, le font dialoguer jusqu'à comprendre leur vrais différends ».



Cet indicateur est également révélateur de la différence de situation entre les territoires. La situation s'est améliorée partout, c'est-à-dire qu'il y a une proportion plus grande de répondants qu'avant le projet qui considère bonnes ou très bonnes les relations entre les communes). Toutefois les relations restent moyennes à Nyunzu, où il y a aujourd'hui moins de 40% des répondants qui les considèrent bonnes ou très bonnes.

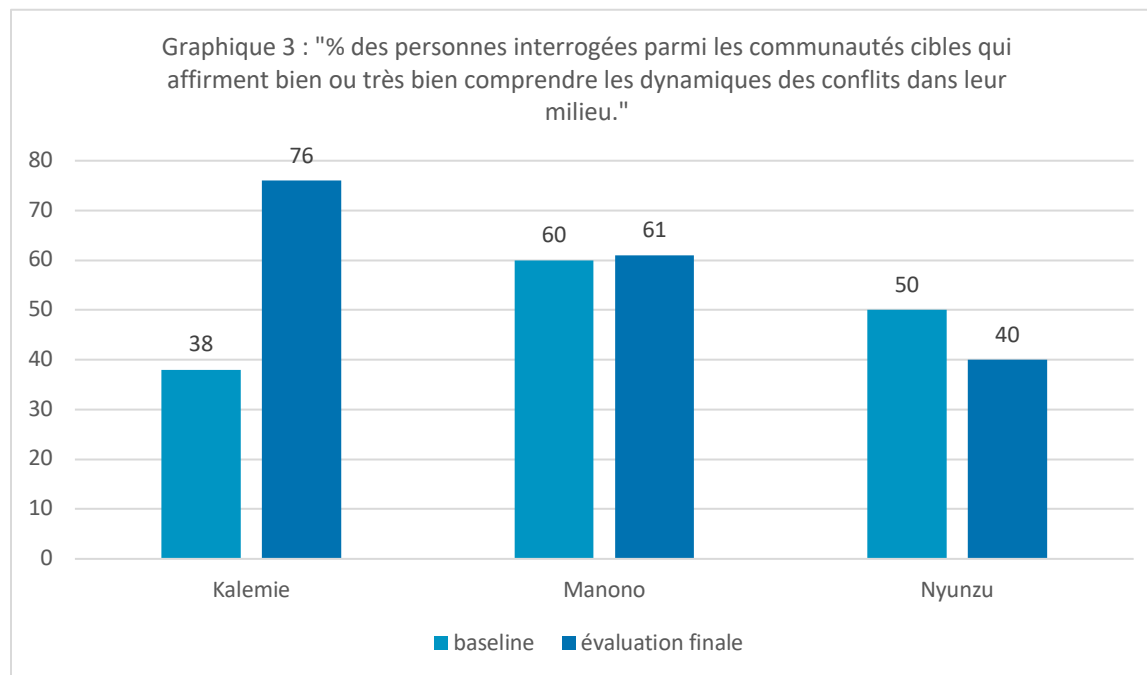
Les données qualitatives confirment cette tendance en donnant de nombreux exemples illustrant comment concrètement se manifeste l'amélioration des relations entre les communautés.

- Une femme du CTPM de Manono explique « *Dans l'ancien temps, les vendeuses Twa trainaient avec leurs produits de commerce au marché n'ayant pas qui acheter, car aucune femme Bantou pouvait acheter ce qu'une femme Twa est entrain de vendre au marché, ce qui n'est plus le cas aujourd'hui, la clientèle ne tient plus compte d'ethnicité au marché.* »
- Un membre du CLPM de Muhuya à Nyunzu raconte : « *Un pasteur est mort dans notre village, mais nos frères Twa sont venus de 49km (Mukimbo), juste pour compatir avec la famille, et cela nous a plus touchés. Et c'est le fruit des enseignements de Search.* »
- Un autre témoignage concret du rapprochement des communautés est donné par le Présidente du CT territorial de Kalemie : « *A Nyemba, 49 Twa ont été ramenés de la brousse et vivent maintenant paisiblement avec les Bantou. Deux communautés d'un même village séparées par un pont, vivaient dans un conflit séculaire. C'est en 2017 que nous les avons rapprochées et avec comme résultat, 19 mariages intercommunautaires furent contractés entre eux.* »

(Objectif spécifique 1 : Améliorer les connaissances des acteurs locaux, étatiques et humanitaires sur les dynamiques de conflit des zones couvertes par le projet)

- c) *% des personnes interrogées qui affirment bien ou très bien comprendre les dynamiques des conflits dans leur milieu*

Les activités qui étaient comprises sous cet indicateur étaient celles relatives à la conduite des « conflict scan » participatifs initiaux, à leurs restitutions sur terrain lors de séances publiques, et à leur mise à jour par des scann ultérieurs.



Cet indicateur également montre les différences entre les zones : à Kalemie la proportion de personnes répondant bien ou très bien comprendre la dynamique des conflits a doublé, alors qu'elle a stagné à Manono, et qu'elle s'est même réduite à Nyunzu. Si l'on regarde les différences entre genres, une différence de 10 points est visible (54% pour les femmes et 64% pour les hommes).

Une différence surprenante et remarquable est celle entre les ethnies : les Twa répondent être en mesure de bien comprendre les dynamiques des conflits à 71%, alors que cela n'est le cas qu'à 58% pour le Lubas et 59% pour les autres ethnies. On pourrait croire qu'en tant qu'ethnie victime de marginalisation, ils sont davantage conscients de la cause du conflit par rapport aux autres ethnies qui ne le vivent pas de la même façon. De façon contradictoire, bien que les Twas soient plus nombreux à déclarer comprendre le conflit, ils sont bien moins nombreux que les Lubas à déclarer être très ou assez confiants pour expliquer la dynamique de conflit : 23% des Twas et 52% des Lubas.

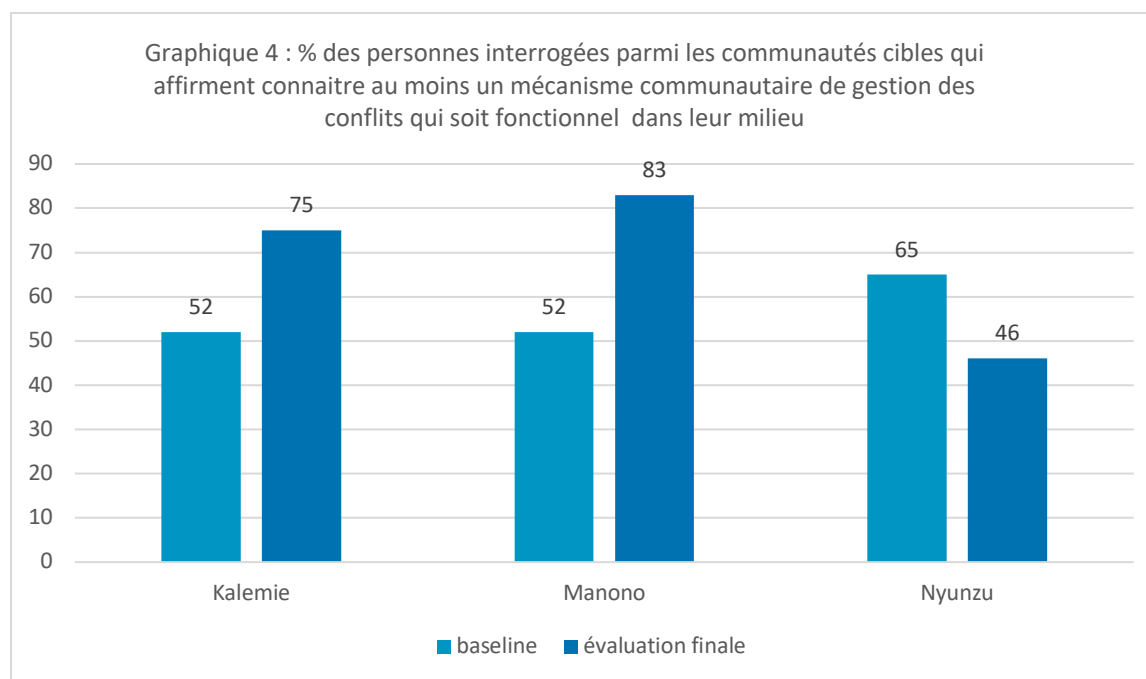
Dans les focus group, les personnes qui ont été formées et celles qui ont participé à des sensibilisations (théâtre- film-radio), disent avoir tiré des enseignements et été marquées par l'idée qu'un conflit peut être résolu autrement que par la violence : *« j'ai été instruite encore que le recours à la violence n'est pas la bonne manière de résoudre le conflit, plutôt chercher un milieu approprié ou les deux parties doivent résoudre le problème qui le guettent ; au travers de ce film intitulé Mbebula, j'ai compris comment toute une localité peut se détruire suite à un conflit et cela par différentes manière. Cela m'a donné plus d'idée d'être plus active en sensibilisation pour que ces conséquences ne puissent plus se dérouler non seulement dans ma famille mais aussi dans ma localité »* (CLPM Kyofwe Manono)

Dans le Rapport trimestriel numéro 5, page 8, le témoignage d'un leader Twa de Nyunzu au sujet de la restitution du conflit scan 2 est explicite : « *je ne sais pas lire et écrire mais j'ai des yeux et des oreilles, cette restitution me montre que nous avons-nous même des solutions à nos problèmes si nous le désirons car tout est clair pour moi, j'irai dire à mes frères et sœurs de changer et bien vivre avec nos frères Bantous et les bagarres entre nous vont se terminer* »

Objectif spécifique 2 : Renforcer les mécanismes communautaires de gestion des conflits et de coordination au niveau local, territorial et provincial couvrant les zones du projet)

- d) % des personnes qui affirment connaître au moins un mécanisme communautaire de gestion des conflits qui soit fonctionnel dans leur milieu
- e) % des personnes qui pensent que les mécanismes communautaires de gestion des conflits travaillent ensemble de manière coordonnée

Sous cet objectif était prévu la mise en place de comités de paix et de médiation (niveau local, territorial et provincial), leur formation, et l'accompagnement de leur fonctionnement et de leurs descentes sur terrain pour les comités territoriaux et celui de province.

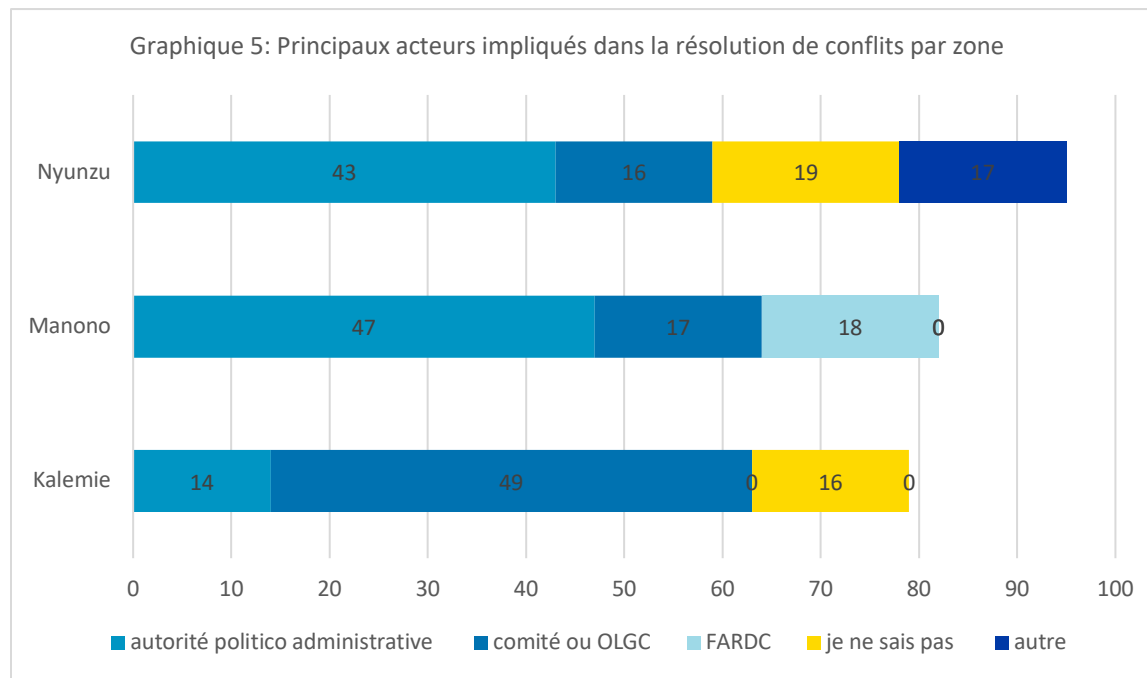


Suivant la même tendance qu'observée précédemment, une évolution importante se note à Manono (+29 points) et à Kalemie (+23 points), où une proportion de répondants bien plus importante qu'avant le projet affirme connaître un mécanisme communautaire de gestion des conflits qui soit fonctionnel. En revanche à Nyunzu, l'évolution est négative : s'ils étaient 65% à répondre positivement à cette question au début du projet, ils ne sont plus que 46%. En considérant le niveau de conflit atteint dans certaines parties de ce territoire pendant la mise en œuvre du projet, il n'est pas étonnant que les personnes sondées aient eu des difficultés à considérer fonctionnel les mécanismes de gestion des conflits.

Des données quantitatives il ressort également que les femmes affirment moins souvent connaître ces mécanismes que les hommes (61% pour les femmes contre 76% pour les hommes), et les Twas moins souvent que les Lubas (58,8% pour les Twas ; 71,5% pour le Lubas ; 62,2% pour les autres ethnies).

Les mécanismes le plus cité par zone sont les suivants : à Manono la sensibilisation à 50%, à Nyunzu les Barzas communautaires à 47%, et à Kalemie les Barza communautaires à 40% et le dialogue à 45%.

La question de quels sont les acteurs impliqués dans la résolution des conflits a aussi été posée et les réponses varient assez fortement selon les zones comme cela est visible dans le graphique ci-dessous.



A travers les données qualitatives, où il était demandé aux participants de décrire les mécanismes de gestion des conflits existant dans leur milieu, souvent les trois mêmes modes étaient mentionnés :

- La médiation (par les églises, les associations, etc) ou les barza, les comités villageois de paix et de développement (cités par le CTPM de Nyunzu)
- La justice
- L'arbitrage en passant par les chefs /sages

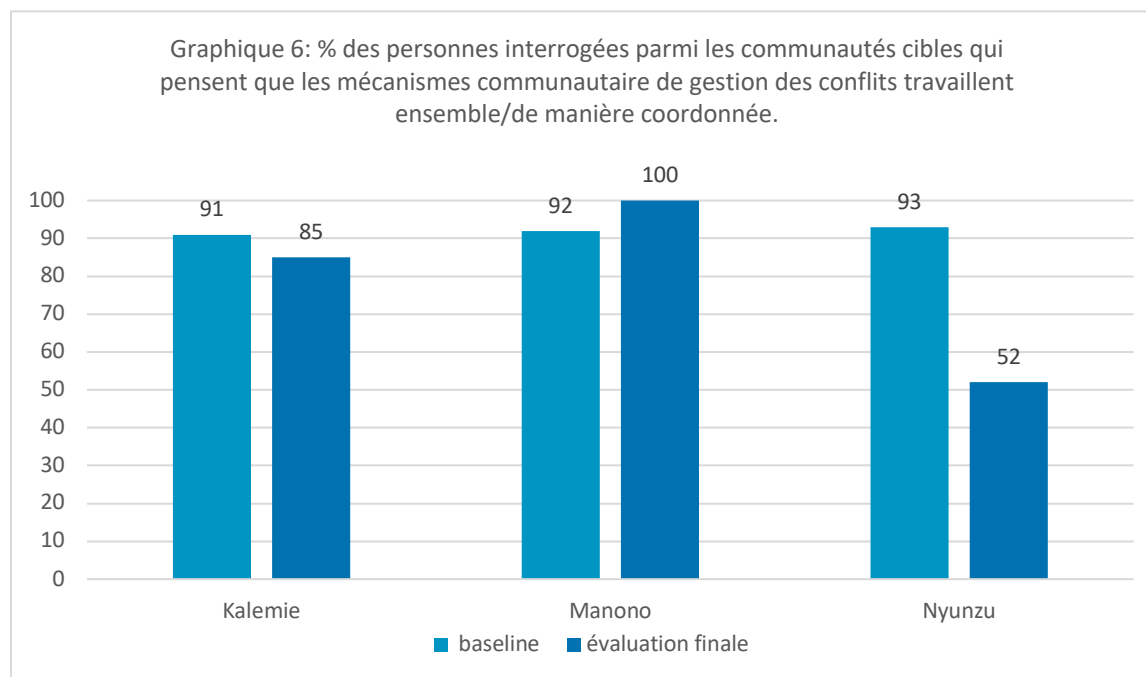
Les trois modes étaient décrits comme fonctionnels d'après le FGD avec le CTPM du Tanganyika.

La violence a aussi été citée comme un moyen immédiat de résolution des conflits, notamment dans le passé mais pas seulement. L'un des membres du CPPM du Tanganyika expliquait « *Dans les temps passé la plupart des membres de la communauté recourait à la violence soit par coûts et blessure et destruction méchante, soit la partie X saisie la justice (L'Etat) pour espérer le châtement de la partie Y.* » Il est intéressant ici de voir qu'à la violence physique est ajoutée la « violence » de la justice de l'Etat qui châtie l'un des parties contre l'autre. Le focus group avec les femmes de Kalemie explique que la justice est utilisée surtout quand « *la valeur de l'objet du litige est considérable* ». Les discussions se poursuivent en

général en exposant les reproches faits à l'encontre de ces mécanismes : la justice est lente, chère, corrompue et partielle, et les chefs locaux sont aussi sujets à corruption (FGD avec le CLPM de Kyofwe, Manono) et demandent à être rémunérés pour leur intervention.

Les personnes consultées rapportent que ce type de résolution ne dure pas assez longtemps car, ayant créé une situation avec un gagnant et un perdant, souvent le perdant n'accepte pas sa défaite et cherche à obtenir raison autrement, à travers un autre acteur de résolution des conflits ou par un autre moyen (vengeance, etc). *« La plupart de leurs décisions ont un caractère partial (gagnant-perdant). S'ils ne parviennent pas à trouver solution, l'une de parties en conflit recourt à la justice soit au niveau du territoire ou provincial. Tout ce processus laissait les parties en conflit dans l'insatisfaction au point de recourir à la violence. »* (FGD Hommes de Nyunzu).

Le projet s'était également donné comme mission de non seulement soutenir la création de mécanismes communautaire de gestion des conflits, mais aussi de renforcer la coordination entre eux-mêmes et avec les autres acteurs de gestion des conflits.



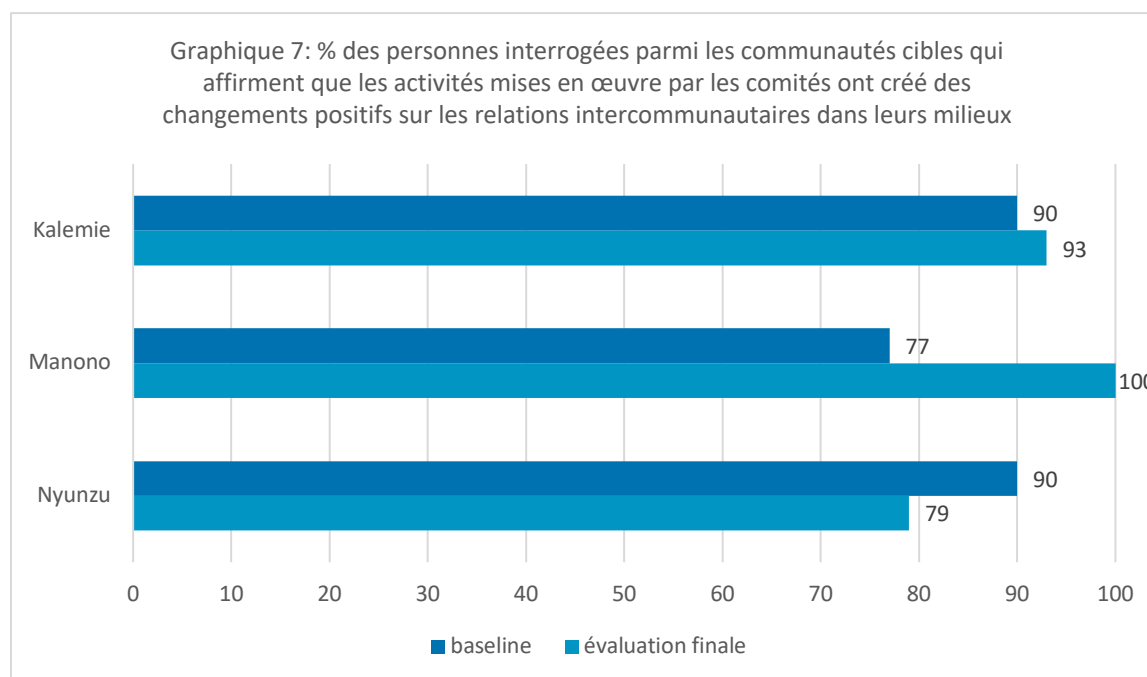
Les répondants à Manono sont entièrement satisfaits de ce niveau de coordination et passent de 93% à 100). A Kalemie on observe une légère baisse (de 91 à 85%), alors que à Nyunzu cette baisse est très forte (de 93% à 52%).

Étonnamment, un membre du comité provincial de Kalemie s'exprime aussi de façon négative : *« chaque Comité travaille presque en solo vis-à-vis des autres dans la mesure où il n'y a pas de coordination. L'effectivité de toutes les structures qui travaillent dans la résolution des conflits pose un problème sérieux dans la mesure où il n'y a pas de mécanismes d'échange d'informations »*. Sans remettre en cause complètement le fondement de ces critiques, il est toutefois possible que ses propos proviennent aussi d'un manque d'information et d'engagement dans le domaine, car le comité provincial a tout d'abord été difficile à mettre en place par manque d'intérêt des autorités au niveau provincial et a ensuite été mis en place tardivement donc a eu peu de temps pour s'imprégner de la situation et des mécanismes et efforts existants.

(Objectif spécifique 3 : Favoriser l'instauration d'un dialogue pacifique, le rapprochement intercommunautaire et la transformation des conflits en soutenant des actions communautaires et de sensibilisation)

- f) % des personnes qui affirment que les activités mises en œuvre par les comités ont créé des changements positifs sur les relations intercommunautaires dans leurs milieux
- g) % des personnes qui affirment être capable de résoudre leur conflit de manière pacifique et non-violente

Cet objectif recouvrait toutes les activités de rapprochement communautaire telles que le théâtre, la réalisation et projection d'un film, les activités sportives et culturelles, et des micro-projets de médiation communautaire.



La formulation de cet indicateur est spécifique aux activités de sensibilisation du projet, mais en même temps assez large pour englober les effets de la grande majorité des activités organisées par le projet sur terrain (sensibilisation, médiation, dialogues, rapprochement) car les comités de paix et médiation étaient impliqués dans chacune d'entre elles. Cet indicateur est donc clé. A Kalemie, la perception des changements positifs apportés par les activités des comités sur les relations intercommunautaires, déjà initialement bonne, s'est encore davantage améliorée (de 90 à 93%). A Manono l'amélioration est remarquable (de 77% à 100%). Cependant à Nyunzu, le constat est celui d'une évolution négative : les perception positives passent de 90% à 79%.

En analysant les différences entre sexes, il est observable que les femmes sont globalement plus satisfaites que les hommes (97% de oui pour les femmes contre 89% de oui pour les hommes). La même réalité se profile aussi au niveau des ethnies : les Twa sont globalement plus satisfaits des résultats des activités des comités que les Lubas : 100% de oui pour les Twas, 93% pour les Lubas et 91% pour les autres. Il est particulièrement positif et remarquable que les catégories les plus marginalisées soient les plus optimistes sur les changements apportés par les activités soutenues par le projet.

Les données qualitatives, étant tout à la fois moins fines pour quantifier une évolution, mais plus élaborées pour l'expliquer, représentent la même situation mais sous un angle de vue complémentaire. La majorité des personnes consultées, y compris à Nyunzu, sont positives sur les activités du projet (ils sont tout de même 79%). Par contre des craintes émergent pour la suite après le projet, et pour les zones que le projet n'a pas atteintes. En fait les préoccupations exprimées dépassent souvent le cadre du projet.

Un des questions était par exemple « Quelle est votre opinion sur la capacité des acteurs locaux, étatiques et humanitaires pour gérer et réduire les conflits ? ».

L'action de l'Etat est vue comme limitée pour plusieurs raisons. Selon le CTPM de Nyunzu : « *Les acteurs locaux font leur travail, mais il y'a manque de suivi du côté de l'Etat (...) Même dans le dialogue les Twa avaient soulevé la question selon laquelle quand les troubles nous arrivent, l'Etat n'est pas là mais quand une solution est trouvée il apparaît.* ». Toujours à Nyunzu, dans le FGD des hommes, les participants expliquent voir « *que les capacités logistiques de l'Etat sont réduites donc il ne peut pas se déplacer beaucoup.* » Un des participants du FGD des hommes de Manono complète : « *Concernant les acteurs étatiques, ils ont une certaine capacité de résoudre le conflit mais ils sont plus animés par les penchants dans leur manière de résoudre le conflit* ».

Au sujet des interventions des humanitaires, les critiques sont aussi fortes, notamment au sein du CTPM de Nyunzu.

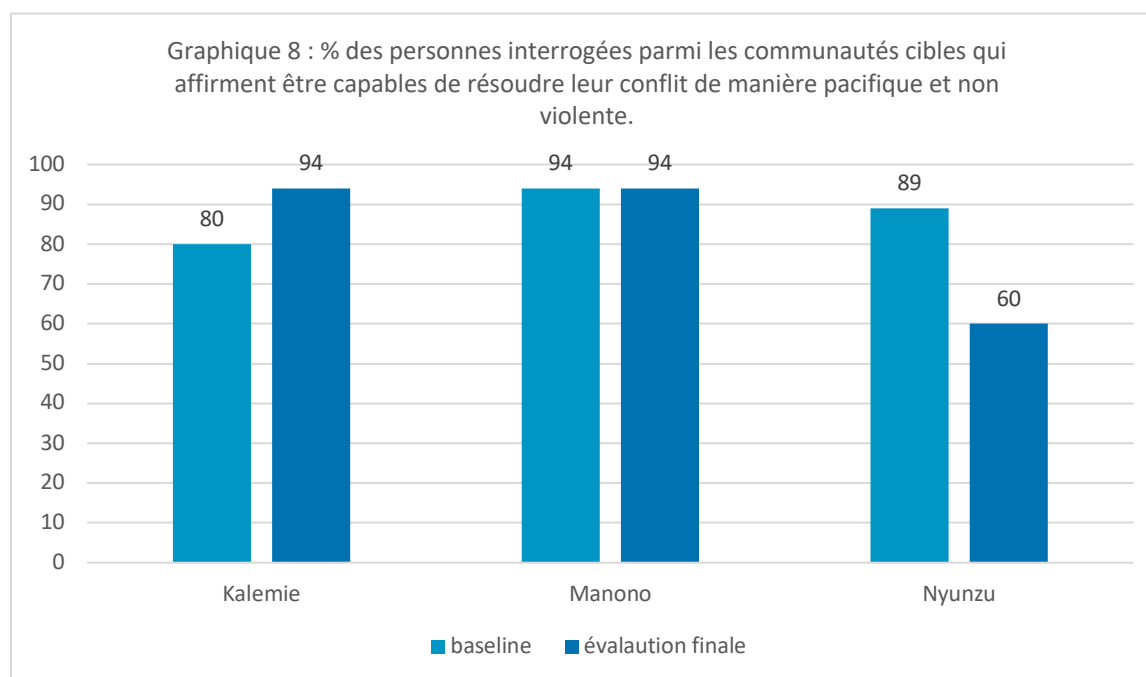
- Certains expriment une méfiance voire une hostilité qu'ils expliquent par des déceptions passées : les humanitaires sont soupçonnés de faire perdurer le conflit car ils y gagnent, ne pas développer des interventions durables et que donc après leur départ tout revient au point zéro : « *Certaines actions humanitaire qui prétendent atténuer les conflits et pourtant ce sont eux qui attisent le feu* » (CTPM Nyunzu). Le FGD des hommes et celui des femmes de Nyunzu exprime aussi ce regret que ces interventions parfois recrée des conflits (car ne servent pas ceux qui ont vraiment besoin) : « *Ici chez nous, un humanitaire à caractère mercantiliste avait failli générer les conflits entre nous lorsqu'il voulait distribuer le vivre aux non concerné/cibles* ».
- Le FGD des hommes de Manono pointe du doigt d'autres types d'assistance, pas directement voués à résoudre le conflit, comme par exemple des distributions, en expliquant qu'elles ne répondent pas très bien car il y a ceux qui sont assistés et ceux qui ne le sont pas.

Les acteurs locaux, bien que souvent plus appréciés que les précédents, sont aussi sujets à critique, notamment dans le FGD des hommes de Nyunzu, qui regrette que ces derniers ne soient parfois pas neutres et manipulés par les politiques. A Manono, le FGD des hommes regrette que les acteurs locaux « ne sont pas outillés », et le CTPM de Manono constate une autre limite : « *Le barza communautaire constitué des leaders coutumiers et personnes reconnues sages du milieu est l'ancien acteur local reconnu dans notre milieu. Ses capacités et son champ d'action restent trop réduite suite au manque de capacité de ses membres, les bénéficiaires de leurs activités sont mono-ethnique (Bantou/Luba).* ». Il est vrai que en cas de conflits interethnique ou intercommunautaire, les mécanismes communautaires sont confrontés à leur propres limites dans la mesure où la légitimité et le pouvoir de chacun s'arrête aux frontières de sa communauté et ne peut donc pas aisément régler un conflit qui le dépasse.

À la suite de ces constats les participants aux focus groups ont exprimé comment d'après eux l'approche de Search venait dépasser les limites constatées et proposer des mécanismes améliorés. Une femme membre du CTPM Manono explique la distinction entre l'approche de Search avec les comités de paix et médiation par rapport aux autres acteurs : « *parvenir à créer un cadre qui amène les parties en conflit de se voir en*

face est la meilleure façon de résoudre un conflit ; d'autant plus que les regards croisés et gestes ont un langage et influent sur le changement de comportement. A travers le dialogue communautaire, Search a amené le peuple Twa et Luba à discuter en face, ce qui a induit aux effets positifs aujourd'hui dans notre milieu ». Un responsable d'une structure communautaire de Nyunzu complète : « Les méthodes de Search sont plus pratiques, faciles à enseigner et ne demandent pas trop de gymnastique pour comprendre et changer le comportement de vie, elles nous ont plus été utiles dans le processus de cohabitations ensemble que nous faisons. Par exemple quand on fait un cinéma mobile c'est tout le quartier qui est autour de la projection et voit et comprend facilement ce que le film nous recommande ; pour le théâtre participatif, les gens eux-mêmes trouvent des solutions et réponses à la thématique et aux problèmes de leurs communautés. (...) Je crois à mon entendement que les pratiques de Search sont les meilleures et que toute autre organisation qui veut aider la communauté dans la prévention et gestion de conflit doit impérativement emprunter, même ce que nos ancêtres faisaient autour du feu pour résoudre un problème du quartier je crois que ce sont ces techniques là que Centre Lokole avait amélioré. »

Au-delà de ces considérations générales, une question personnelle vient renseigner la mesure du changement apporté, ou pas, au niveau individuel.



Comme mentionné précédemment la violence fait partie des modalités utilisées en réaction à un conflit. Il a été demandé aux personnes consultées par sondage si elles se sentent capables de résoudre leur conflit de manière pacifique et non violente. La situation de départ était globalement positive : 80% des personnes à Kalemie, 94% à Manono et 89% à Nyunzu avaient répondu oui lors de l'étude de base. Chaque zone présente une évolution différente : Manono stagne et reste positif à 94% : Kalemie s'améliore davantage et passe à 94%, par contre Nyunzu chute de 29 points et arrive à 60% de réponses positives.

Sur cette question une différence entre les sexes se remarque aussi : les femmes se considèrent moins capables de résoudre leurs conflits de façon pacifique et non violente (77%) que les hommes (88%). Une différence, encore plus forte, s'observe entre les ethnies : si 84,4% des Lubas interviewés se considèrent capables de résoudre pacifiquement leurs conflits, les Twas ne sont que 58,8%, et les autres ethnies 81,5%. Les raisons de cette différence n'apparaissent pas à travers les données. Peut-être pourrait on hasarder une

supposition : lorsque l'on est moins outillés pour se défendre pacifiquement (car on a moins d'éducation, d'information, de poids économique, de réseau, de reconnaissance sociale), alors on tombe plus souvent dans la violence comme le derniers recours de ceux qui ont moins de chances (avec les autres modes de résolution des conflits), de faire entendre leur voix ou de défendre leurs droits ?

Les focus groups et entretiens clés ont également abordé cette question : « *Comment procédez-vous pour résoudre/gérer un conflit entre les individus et/ou ethnies au sein de votre communauté (différemment de deux années précédentes) ? Quel est le moyen idéal ?* »

Les participants au FGD des hommes de Nyunzu expliquent (et le CLPM de Kyofwe, Manono abonde dans le même sens) : « *Avant deux ans passés, la culture du recours à la violence était très exprimé chez la plupart des habitants du milieu. Au fil du temps, les interventions des structures non gouvernementales ont contribué au changement de la donne. La résolution des conflits commence au niveau des chefs locaux. Les Barza, chefs des quartiers et/ou le "Nyumbakumi" ... La plupart de leurs décisions ont un caractère partial (gagnant-perdant). (...) De fait, CLMP et CTPM a amélioré/complété ce processus sur base de formations bénéficiées en Common Ground. La médiation et le dialogue sont reconnus comme moyen idéal pour résoudre le conflit* ». Un des hommes du FGD de Kalemie explique qu'en dehors du fait que la violence ou la justice ou l'arbitrage n'apportent pas toujours de solution immédiate, ils ont aussi un désavantage sur le long terme : « *Lorsqu'il y a conflit avant on pouvait se rendre justice ou aller directement faire arrêter l'autre, mais ces mécanismes ont montré leurs limites, car cela ne mettait pas fin au conflit par contre le conflit changeait de nature.* » Les témoignages des participants au focus groupe, pour démontrer comment les choses ont changé, aussi bien en termes de résolution pacifique des conflits par le dialogue qu'en termes d'amélioration des relations intercommunautaires, sont très nombreux. Quelques exemples :

- « *Les activités de Search ont une avancée significative à force de suivre les émissions radio et Télévision, on arrive à être convaincu.* » (FGD hommes Kalemie)
- « *Les militaires ont été sensibilisés sur leur comportement envers les civiles et, à vrai dire, il y a un changement notable dans leur relation avec les civiles.* » ; « *A Nyuki, grâce à la sensibilisation sur la cohabitation pacifique et la médiation, nous avons résolu un conflit foncier entre agriculteurs et éleveurs. Depuis lors, c'est resté dans la tête des habitants de cette contrée.* » (CLPM Kabimba, Kalemie)
- « *Lors des derniers affrontements dans le groupement de Fatuma entre Twa et Bantou, un membre Twa du CLPM a sécurisé les biens de tous les membres Bantous pour que ceux- là ne soient pas pillés. Au retour des autres membres après les affrontements, tous ont décidé qu'il soit leur caissier* » (Rapport trimestriel 5, page 9)
- « *Le mois de février 2017 et le mois de mai 2017, le CTPM avait effectué des descentes sur Mukebo, Mpiana, Mbay. Avec les sensibilisations et les messages de paix lancés par les autorités territoriales, certains acteurs dans le conflit au sein de ces villages ont décidé de remettre les flèches qui ont été brûlées devant tout le monde au bureau de la cité le 27.12.2017* » (CTPM Manono)
- « *A partir d'un message à la radio Kaulu Minono, vraiment je me sentais très colérique surtout lorsque les Twas avaient attaqué la cité de Manono. Étant parti rendre visite à ma tente maternelle dans le quartier Majengo Mapya, j'ai rencontré toute sa maison détruite par les Twa qui sont venus de Kamala. J'ai haï les Twas mais présentement avec le message lancé à la radio, je comprends facilement qu'il faut les tolérer.* » (FGD femmes de Manono)

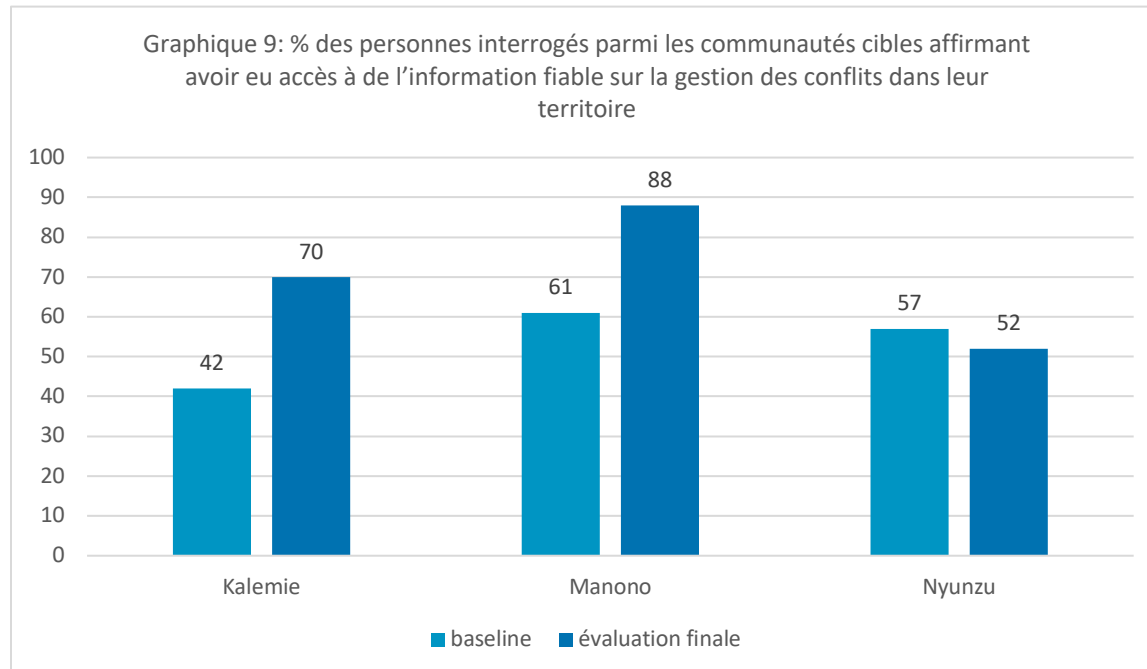
- « C'est à travers ces sensibilisations que nous, jeunes Twas de Kamala nous étions plus conscientisés que rien ne peut provenir du conflit mais plutôt il faut s'unir. » (FGD des hommes de Manono)

(Objectif spécifique 4: Favoriser l'accès des populations du Tanganyika et du Haut-Katanga à de l'information crédible et fiable soutenant l'émergence d'attitudes pacifiques et tolérantes.)

- h) % des personnes qui affirment avoir accès à l'information fiable sur la gestion des conflits dans leur territoire
- i) % des personnes affirmant avoir accès à l'information sur la gestion des conflits qui pensent que cette information favorise la tolérance dans leur environnement

Une des approches du projet était de travailler sur les préjugés, les rumeurs et les fausses informations, en travaillant à la production et la diffusion d'information fiable, à travers la source d'information qui reste la plus diffuse (en dehors des actions ponctuelles de sensibilisation, et du « bouche à oreille »), à savoir la radio.

Le graphique ci-dessous montre qu'à Kalemie comme à Manono, la proportion de répondants déclarant avoir eu accès à l'information fiable sur la gestion des conflits dans leur territoire a augmenté : de 42% à 70% pour la première, et de 61% à 88% pour la seconde. A Nyunzu par contre, cette proportion a légèrement baissé (de 57 à 52%).



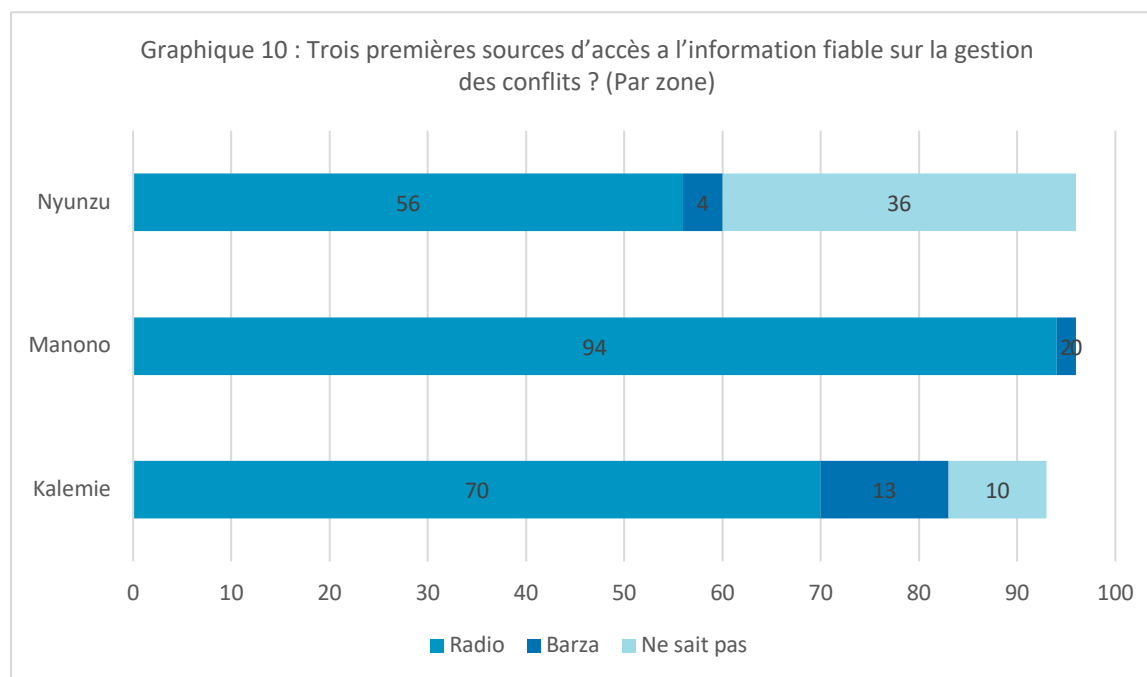
Il est intéressant de noter que sur cette question également, quelques différences existent :

Entre les genres tout d'abord, car en moyenne les hommes ont répondu à 77% avoir accès à de l'information fiable, alors que les femmes ne sont que 63%. Parmi les éléments d'explication : les femmes ont plus de

travaux à accomplir, et donc moins de temps pour écouter la radio ; l'homme est propriétaire de la radio donc dispose du pouvoir de choix de l'émission à écouter ; les femmes sont moins incitées à se cultiver et s'informer.

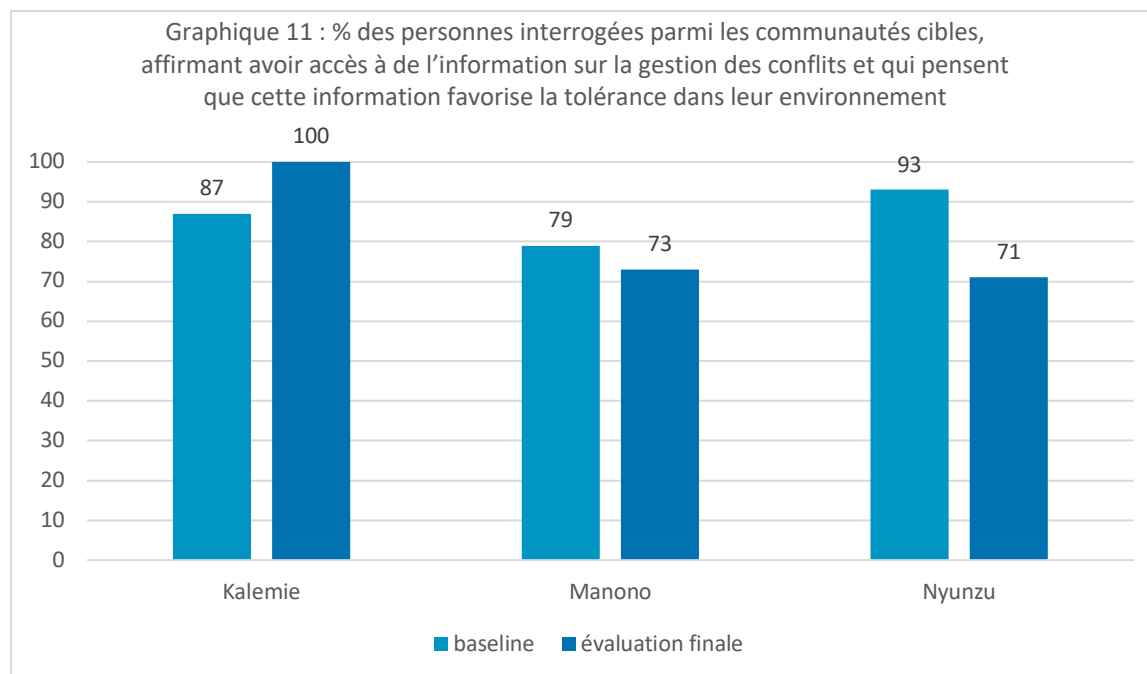
Entre les ethnies ensuite, car si les Lubas ont répondu avoir accès à cette information fiable à 73%, les Twas ne sont que 59% et les autres ethnies 65%. Cette différence peut être expliquée par le niveau de vie des Twas, plus bas, qui ont plus difficilement accès à une radio, voire moins l'habitude de l'écouter.

En ce qui concerne les premières sources d'informations fiables à la gestion des conflits, la radio garde sa place prépondérante :



Les focus groups confirment un meilleur accès à l'information grâce : « *aux émissions du Centre Lokole sur la radio, des formations, sensibilisations, théâtre participatif*), tout ceci nous aide à accéder aux informations sur la gestion des conflits. » et leur utilité : « *Ces informations aident à gommer les rumeurs et cultiver la tolérance entre nous, nous faisons même de visite pour nous rendre compte de certaines choses qui circulent dans le milieu comme rumeur ou nous posons des questions aux personnes concernés.* » (FGD de femmes de Nyunzu).

La majorité des répondants au sondage affirmant avoir accès à de l'information sur la gestion des conflits, confirme que cela favorise la tolérance dans leur environnement : ils sont 100% à Kalemie, 73% à Manono, 71% à Manono. L'évolution depuis le début du projet est positive à Kalemie (+13 points), mais négative à Manono (- 6 points) et Nyunzu (- 12 points). Il est difficile d'expliquer cette évolution négative, qui n'est pas reflétée dans les données qualitatives, en dehors de la contextualisation des périodes de violence et tension connues pendant la mise en œuvre du projet, surtout à Nyunzu.



De façon générale, l'appréciation du travail réalisé par les radios et plus globalement sur la circulation de l'information est bien résumée dans les témoignages suivants :

Un journaliste et membre du CTPM de Manono explique *"étant directeur de la radio locale Kaulu Minono, j'affirme bel et bien le succès de ce projet sur l'instauration de la paix à partir de mes auditeurs qui ne cessent de nous faire le témoignage de rétablissement de paix à partir des activités non seulement faites par les autorités territoriales, les comités de paix et de médiation installé surtout à Mukebo, Ankoru, Kyofwe et Mpiana mais aussi les sensibilisations faites aux médias suivis presque par la grande partie de la population dans les heures vespérales. »*

Le CTPM de Kalemie énonce : *« Le dicton « Jjirani ni ndugu' » de Search est devenu populaire dans notre communauté. Ce qui est un point positif et une contribution à la tolérance. »*

Le CLPM de Muhuya, Nyunzu, raconte : *« Dans le mois passé, un chef des rebelles est venu nous attaquer dans la communauté et nous lui avons montré que ce qu'il fait n'est pas bien. Il est reparti en promettant de revenir avec ses frères pour nous déstabiliser et brûler le village. Quand il est arrivé dans son milieu, tous ont refusés de venir nous attaquer suite aux enseignements qu'ils avaient déjà reçus. Le chef rebelle est revenu et nous a demandé pardon. »*

Effectivité

L'effectivité n'est étudiée que pour la zone d'extension du projet, c'est-à-dire Kabalo et Moba, où le projet a été mis en œuvre pendant 4 mois entre avril et juillet 2018, bien que quelques activités de préparation aient eu lieu dans les mois précédents.

Les objectifs ont-ils été atteints à temps dans les nouvelles zones suivant l'extension du projet ?

Étant donné la courte période de mise en œuvre à Kabalo et Moba, l'objectif de cette partie est de voir si les activités prévues ont pu être réalisées, et dans quelle mesure elles ont déjà pu contribuer à l'atteinte des

objectifs dans une période de temps si réduite. Cette analyse est basée uniquement sur des données qualitatives.

De façon générale les activités sont rapportées s'être bien déroulées dans les deux territoires, être partie de ce qui préexistait, et avoir impliqué une large panoplie d'acteurs. Une femme du FGD de Kabalo raconte : « *Les activités du projet sont venues renforcer les mécanismes existants de prévention de conflits (...). Les activités du projet ont pu mobiliser tous les acteurs en masse et ont produit rapidement les effets (acceptation mutuelle, partage de repas ensemble entre bantous et Twa, reprise des échanges économiques etc)* ». Bien que la période de mise en œuvre ait été courte, des effets sont déjà rapportés, aussi bien dans le comportement que dans les esprits des membres des communautés. Comme cette femme leader de Moba qui explique : « *L'arrivée de Search a changé beaucoup de choses dans la mentalité des gens.* » (Entretien avec une femme leader de Moba)

Quelques préoccupations et regrets s'expriment, principalement quant 'au nombre réduit des activités et à la durée limitée du projet : « *La fréquence a été trop faible ; seulement quelques activités réalisées (théâtres, cinéma mobile et rapprochement)* ». (FGD avec le CT de Kabalo). De ce constant, certains craignent des conséquences négatives : « *La rupture du projet risque d'anéantir les efforts en cours, car il arrive des urgences dans certains coins de notre zone d'intervention qui nécessite notre intervention au moment où nous n'avons pas et n'aurons plus des moyens.* » (Comité Local de Kasinge). Ces propos ne sont pas surprenants étant donné que ces zones n'ont bénéficié que de quelques mois de mise en œuvre du projet.

A Moba, quelques personnes ont exprimé une critique qu'il est difficile de confirmer dans la mesure où elle reste marginale, mais qu'il peut être utile, au moins à titre d'information pour Search, de rapporter ici : « *Quand Search est venu avec son staff, il n'a pas consulté les chefs pour qu'ils travaillent ensemble* » (FGD avec les femmes de Moba). Plus concrètement, il est reproché à Search d'amener ses agents plutôt que de recruter les personnes sur place : « *De notre part, on n'a jamais vu Search prendre des agents localement.* » (FGD avec les femmes de Moba).

Un aperçu des activités prévues par objectif est proposé.

1) Améliorer les connaissances des acteurs locaux, étatiques et humanitaires sur les dynamiques de conflit dans les zones couvertes par le projet ;

Le conflit scans ont bien été menés dans les deux territoires de Kabalo et Moba et restitués. (Rapport trimestriel 7, 8 et 9). Il ne ressort pas directement des FGD que le projet de Search a permis de mieux comprendre le conflit à Moba et Kabalo, mais les participants rapportent que les activités de sensibilisation ont montré qu'une solution alternative à la violence existait, et qu'il fallait de la tolérance vis-à-vis de comment chacun percevait le comportement de l'autre groupe. Une femme du focus group de Moba explique : « *Quand il y avait conflit soit une des personnes en conflit prenait la décision de déménager ou soit de tuer l'autre mais aujourd'hui on cherche une solution par le dialogue et /ou médiation.* »

2) Renforcer les mécanismes communautaires de gestion des conflits et de coordination au niveau local, territorial et provincial couvrant les zones du projet ;

Les comités locaux et le comité territorial ont été mis en place et formés. (FGD CTPM et CLPM de Kabalo) et ont pu déjà intervenir dans la résolution des conflits. Les personnes interrogées rapportent qu'au-delà du renforcement des capacités techniques, c'est la confiance des membres des comités de paix et de médiation en eux-mêmes et en leur travail qui a été accrue. Ils se sentent ainsi plus légitimes et ont moins de craintes de réaliser leur travail de gestion des conflits communautaires.⁶ La libération de cette peur d'agir est exprimé par plusieurs acteurs : « *Avant on avait peur de trancher les conflits de peur qu'on ne puisse nous arrêter par la notabilité mais aujourd'hui avec Search en formant des CTPD et CVP nous commençons à mettre fin aux conflits communautaires.* » (FGD avec le CT de Moba) ; « *Avant on avait peur de résoudre entre nous les conflits car c'était une affaire où les chefs taillaient de l'argent et cela nous crée des conflits avec ces derniers* » confirmé par le CL de Mulonde, Moba. Les membres du CTPM de Kabalo sont enthousiastes du travail déjà mené « *déjà le travail des comités a produit des effets (...) nous avons sensibilisé les milices Twa « Percy » et des milices bantous « Elément » à Monde et aujourd'hui les Twa se sont regroupés dans cette localité de monde et vivent aux coté de Bantous.* »

3) Favoriser l'instauration d'un dialogue pacifique, le rapprochement intercommunautaire et la transformation des conflits en soutenant des actions communautaires et de sensibilisation ;

Les activités de rapprochement, qu'elles soient sous forme sportive (football) ou culturelle (danses traditionnelles, film et théâtre) sont citées par l'ensemble des focus groups et entretiens des deux zones. Leur effet est décrit dans les détails par les femmes consultées en FGD à Kabalo, dans une citation qui illustre avec des exemples très concrets de la vie quotidienne les changements déjà observés : « *avant personne ne pouvait aller dans son champ situé près des villages habités par les Twa. Les échanges commerciaux des produits des récoltes (viande, chenilles, manioc, haricot, produit de premier nécessité : huile, savon, sel etc) étaient rompus, la violence était ouverte : plusieurs cas de tuerie, de viol, des empoisonnement de produits de chasse, la stigmatisation, les suspicions des uns et des autres sont autant des faits et réalités que nous avons vécu, mais avec l'implication des Search au travers des activités la culture de la tolérance s'est installé, la population circule librement que ça soit du côté bantous comme Twa. Il y a aujourd'hui une réduction des attitudes négatives (changement de perception, acceptation mutuelle etc)* ».

A priori l'activité 3.2 « *Appui pour la mise en œuvre de micro-projet de médiation/résolution de conflit par les comités.* » n'a pas été réalisée dans les zones d'extension. Cette activité consistait en la mise en place pour chacun des CTPM d'une AGR devant permettre à chaque Comité de subvenir à ses besoins minimums afin d'assurer son fonctionnement après la fin du projet. Comme dans la zone d'extension le projet n'a été mis en œuvre que pendant quelques mois, cette période était trop brève, et les Comité de Paix et de Médiation trop jeunes pour pouvoir déjà penser à leur fonctionnement post projet. La dotation en AG aurait été trop précoce car les comités n'étaient probablement pas assez expérimentés pour déjà penser à arrêter de les soutenir.

4) Favoriser l'accès des populations du Tanganyika et du Haut-Katanga à de l'information crédible et fiable soutenant l'émergence d'attitudes pacifiques et tolérantes.

⁶ « (...) au niveau des comités de paix nous sommes satisfaits car les formations que nous avons suivies nous ont donné les capacités pour savoir comment se comporter devant deux parties en conflits. » (CT de Moba)

Le résultat produit par le travail de formation des journalistes et de production et transmission d'émission diverses (émission table ronde et mission Jirani ni ndugu), semble être effectif, ou du moins les personnes interrogées sont satisfaites des informations reçues par les radios et par les Comités de Village de Paix: « *Nous accédons à des informations fiables par voie médiatique (radio) et téléphonique par nos CVP* » (CTPM De Moba). Les femmes de Kabalo confirment cela ; « *Nous avons l'accès à l'information par la radio et les activités de Search* ».

Dans les deux zones sont regrettées les limites de la diffusion de cette information, indépendantes de Search, et surtout liées au manque de moyen de ménage, voir au fait que certaines zones ne sont pas couvertes par les ondes radios : « *Il y a aussi manque d'information de la part de la communauté, certains ménages n'ont pas des radios et même des moyens pour payer les pilles...* » (FGD femmes de Kabalo).

Viabilité

La question de la durabilité des effets produits par un projet dépend de multiples facteurs et peut-être préparée de différentes façons.

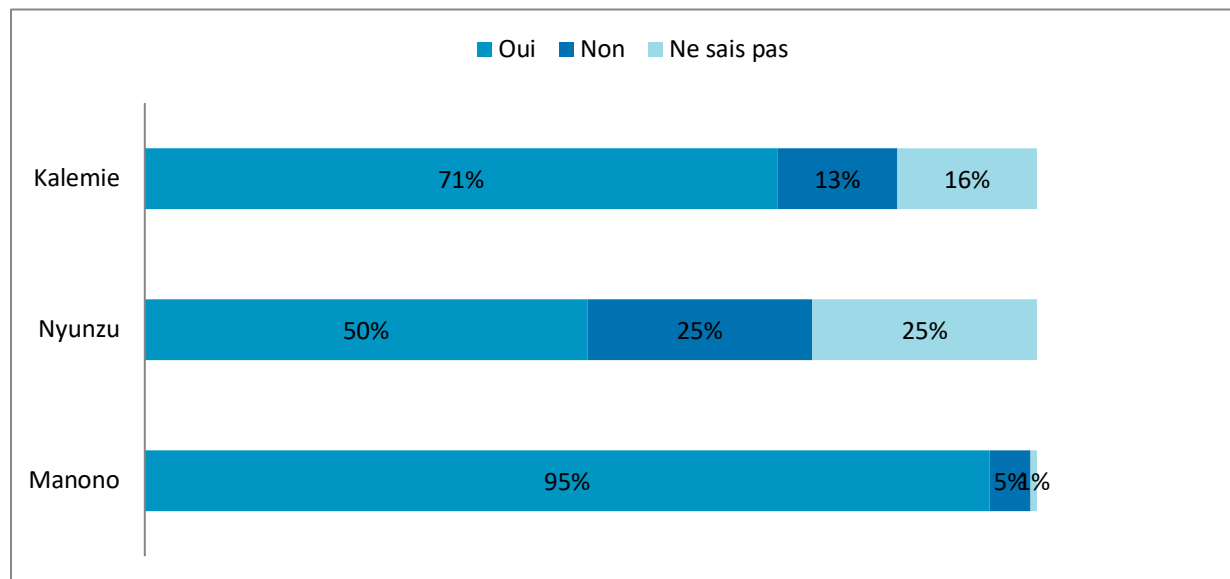
Les résultats atteints sont-ils susceptibles de se poursuivre après la fin du projet ?

Concernant la viabilité des résultats après la clôture du projet, la différence entre les réponses par zone reflète l'état d'optimisme autorisé par le contexte local. A Manono et Kalemie, où la situation semble être globalement assez bonne et s'être améliorée grâce au projet, les personnes interviewées semblent avoir confiance dans le fait que les avancées réalisées en termes de cohabitation intercommunautaires vont être maintenues. A Nyunzu par contre, la persistance de la violence et des tensions intercommunautaires vont de pair avec une faible confiance dans l'avenir si le projet devait cesser maintenant.

A Nyunzu un participant au FGD hommes a même dit : « *Si vous vous désengagez, nous allons mourir. Il y a multiplicité des groupes dans le territoire de Nyunzu, ceci créera des conflits, si pas qu'ils ont déjà créé.* ».

Il est intéressant de voir que des différences ethniques s'expriment : les Twas sont particulièrement convaincus de la durabilité des changements apportés (94% de oui pour les Twas, 75% de oui pour les Lubas, 63% de oui pour les autres ethnies).

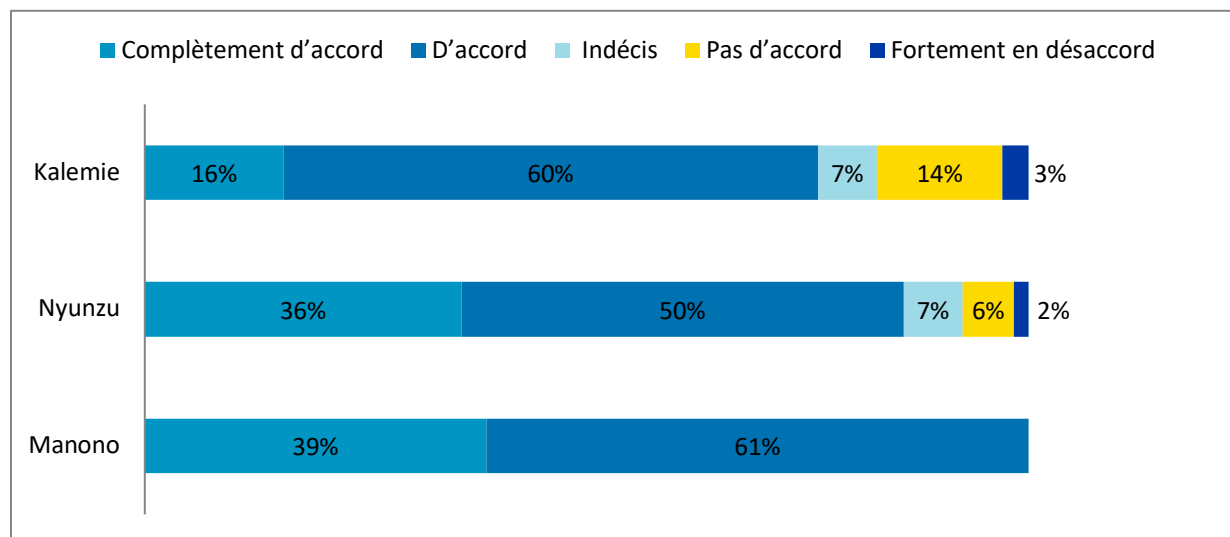
Graphique 12 : Répartition des répondants par zone à la question de si les changements apportés par les CLPM sont durables ?



Quel est le niveau d'appropriation du programme par les groupes cibles ?

Malgré ce contexte difficile, les personnes consultées maintiennent une forte appréciation du travail réalisé par les Comités de Paix et de Médiation.

Graphique 13 : Répartition des répondants par zone à la question : « Quelle est votre opinion sur la déclaration suivante : Je suis de l'avis que la population apprécie les efforts des comités de paix ? »



Et cette appréciation est encore plus forte chez les Twas : ils sont 56% à être « très d'accord », alors que les Lubas sont 32% et les autres ethnies 21%.

Le niveau d'appropriation du programme par la population et notamment les groupes cibles semble être très fort, comme le démontrent les données quantitatives ci-dessus. Cela est le facteur pouvant influencer

le plus fortement et positivement la durabilité des effets du projet. En effet si les communautés voient l'intérêt qu'elles retirent des activités, cela est la motivation la plus importante pour qu'elles continuent à les réaliser d'elles-mêmes, même sans soutien externe. Cela ne pourra se faire bien sûr que dans la limite de leurs capacités (humaines, logistiques, matérielles, financières). Il est en effet inévitable que la fin du projet et des financements se traduise sur terrain en une baisse des activités de sensibilisation et de rapprochement communautaire et une réduction de la capacité des comités de médiation à se déplacer sur terrain pour vérifier des informations et médier des conflits.

Dans quelle mesure le projet est-il intégré aux structures locales et institutionnelles ?

Le projet semble avoir été bien intégré au niveau local, notamment par les membres ces CLPM, et par les CTPM, comme cela est démontré par les données, notamment les citations données précédemment. Il y apparaît notamment que les membres des comités ont accru leurs compétences techniques en résolution des conflits, accru leur confiance en eux, leur légitimité auprès des diverses catégories de la population et ont effectivement réussi à médier de nombreux conflits. Par contre, l'appropriation au niveau provincial est plus limitée. Ce constat peut être tiré au vu des difficultés éprouvées par Search dans la mise en place du CPPM (cf Rapport trimestriels de mise en oeuvre). Lors de l'entretien réalisé avec ce Comité, l'un des membres explique par exemple : « *Au regard des résultats réalisés par notre comité, les activités se sont déroulées ; sauf que le CPPM n'est installée à peine une année alors que le projet a fait deux ans. C'est ainsi que nous n'avons pas suffisamment d'informations sur le déroulement de toutes les activités.* » Les raisons peuvent être multiples : les personnes à Kalemie Centre sont plus éloignées des zones de conflit et donc en ressentent moins directement les conséquences.

Quels ont été les principaux facteurs qui ont influencé la durabilité du projet ?

De façon globale, les efforts réalisés par Search afin d'assurer la durabilité des effets du projets sont visibles et appréciés par les communautés et doivent être encouragés. Les aspects suivants peuvent être cités :

- Une implication large de toutes les parties prenantes et groupes concernées ;
- Des formations et de sensibilisation de qualité utilisant des outils et approches adaptées aux groupes cibles permettant une bonne appropriation ;
- Un accompagnement rapproché sur terrain des divers Comités de Paix et de Médiation aux trois niveaux ;
- Un suivi relativement important sur terrain permettant à Search d'être bien informé des évolutions du contexte, des difficultés se posant, des opportunités à saisir (ce qui est bien reflété dans les rapports trimestriels) et de justifier une flexibilité d'adaptation des activités et interventions ;
- L'appui en AGR des structures mises en place afin qu'elles disposent d'un fonds de roulement minimum (projet d'élevage des caprins pour Nyunzu et de savonnerie artisanale pour Manono) ;
- Des tentatives d'engagement des structures locales : dans les rapports trimestriels et certains KII il est rapporté que des structures locales étaient parfois invitées à participer aux activités, surtout en tant que spectateur ou participant, mais peu en tant qu'acteur, ce qui pourrait être renforcé.

Indicateurs du Projet

Table 4 : Tableau de réalisation des résultats attendus

	Donnée de base	Réalisation	Commentaires sur l'évolution
Objectif Global : Créer les conditions favorables pour une cohabitation non-violente et la mise en place d'un dialogue pacifié entre les communautés en conflit dans le Tanganyika et le Haut-Katanga.			
% des personnes interrogées parmi les communautés cibles qui affirment que le recours à la violence est un moyen efficace de résoudre un conflit.	Kalemie 36% Manono 25% Nyunzu 52%	Kalemie 3% Manono 8% Nyunzu 18%	Moyenne baseline : 37,6% Moyenne évaluation : 9,6% Évolution : - 28 points
% des personnes interrogées parmi les communautés cibles qui affirment que les relations entre les différents groupes ethniques /communautés sont bonnes ou très bonnes	Kalemie 37% Manono 28% Nyunzu 30%	Kalemie 56% Manono 70% Nyunzu 39%	Moyenne baseline : 31,6% Moyenne évaluation : 55% Évolution : + 23,4 points
Objectif Spécifique 1 : Améliorer les connaissances des acteurs locaux, étatiques et humanitaires sur les dynamiques de conflit des zones couvertes par le projet Résultat Attendu 1 : Les connaissances des acteurs locaux, étatiques et humanitaires sur les dynamiques de conflit sont améliorées et régulièrement mises à jour pour mener une réponse adéquate.			
% des personnes interrogées parmi les communautés cibles qui affirment bien ou très bien comprendre les dynamiques des conflits dans leur milieu.	Kalemie 38% Manono 60% Nyunzu 50%	Kalemie 76% Manono 61% Nyunzu 40%	Moyenne baseline : 49,3% Moyenne évaluation : 59% Évolution : + 9,7 points
Objectif Spécifique 2 : Renforcer les mécanismes communautaires de gestion des conflits et de coordination au niveau local, territorial et provincial couvrant les zones du projet Résultat Attendu 2 : Les mécanismes communautaires de gestion des conflits et de coordination sont renforcés et fonctionnels au niveau local, territorial et provincial contribuant efficacement à la résolution des conflits locaux.			
% des personnes interrogées parmi les communautés cibles qui affirment connaître au moins un mécanisme communautaire de gestion des conflits qui soit fonctionnel dans leur milieu.	Kalemie 52% Manono 52% Nyunzu 65%	Kalemie 75% Manono 83% Nyunzu 46%	Moyenne baseline : 49,3% Moyenne évaluation : 59% Évolution : + 9,7 points
% des personnes interrogées parmi les communautés cibles qui pensent que les mécanismes communautaires de gestion des conflits travaillent ensemble/de manière coordonnée.	Kalemie 91% Manono 92% Nyunzu 93%	Kalemie 85% Manono 100% Nyunzu 52%	Moyenne baseline : 92% Moyenne évaluation : 79% Évolution : - 13 points
Objectif Spécifique 3 : Favoriser l'instauration d'un dialogue pacifique, le rapprochement intercommunautaire et la transformation des conflits en soutenant des actions communautaires et de sensibilisation Résultat Attendu 3 : Des actions communautaires et de sensibilisation favorisant l'instauration d'un dialogue pacifique, le rapprochement intercommunautaire et la transformation des conflits sont organisées par les comités.			
% des personnes interrogées parmi les communautés cibles qui affirment que		Kalemie 93% Manono 100%	

les activités mises en œuvre par les comités ont créé des changements positifs sur les relations intercommunautaires dans leurs milieux	Kalemie 90% Manono 77% Nyunzu 90%	Nyunzu 79%	Moyenne baseline : 85,6% Moyenne évaluation : 90,6% Évolution : + 5 points
% des personnes interrogées parmi les communautés cibles qui affirment être capables de résoudre leur conflit de manière pacifique et non violente.	Kalemie 80% Manono 94% Nyunzu 89%	Kalemie 94% Manono 94% Nyunzu 60%	Moyenne baseline : 87,6% Moyenne évaluation : 82,6% Évolution : - 5 points
Objectif Spécifique 4 : Favoriser l'accès des populations du Tanganyika et du Haut-Katanga à de l'information crédible et fiable soutenant l'émergence d'attitudes pacifiques et tolérantes. Résultat Attendu 4 : Les populations du Tanganyika et du Haut-Katanga ayant accès à de l'information crédible et fiable développent des attitudes constructives face au conflit.			
% des personnes interrogés parmi les communautés cibles affirmant avoir eu accès à de l'information fiable sur la gestion des conflits dans leur territoire	Kalemie 42% Manono 61% Nyunzu 57%	Kalemie 70 % Manono 88% Nyunzu 52%	Moyenne baseline : 53,3% Moyenne évaluation : 70% Évolution : + 16,7 points
% des personnes interrogées parmi les communautés cibles, affirmant avoir accès à de l'information sur la gestion des conflits et qui pensent que cette information favorise la tolérance dans leur environnement	Kalemie 87% Manono 79% Nyunzu 93%	Kalemie 100% Manono 73% Nyunzu 71%	Moyenne baseline : 86,3% Moyenne évaluation : 81,3% Évolution : - 5 points

4. Conclusions

La pertinence de travailler sur la prévention et la gestion des conflits dans la province du Tanganyika est démontrée par le contexte de la période d'intervention (qui a connu de nombreux épisodes de violence), par un nombre réduit d'interventions dans ce domaine dans cette zone, et par le feedback des populations locales. Ces dernières étaient unanimes à dire que s'il est impossible pour un projet de répondre à tous les besoins d'une zone et que celui-ci a répondu aux plus importants, ceux de paix et sécurité. L'ensemble des activités réalisées et les approches adoptées ont remporté le soutien de la population et des autres groupes cibles. Un point d'interrogation ressorti est la mesure dans laquelle l'approche adoptée permet réellement d'adresser l'ensemble des causes profondes des conflits, y compris la position d'infériorité structurelle (sur les plans coutumiers, politico administratif, économique, social, etc) dans laquelle vit la population Twa par rapport aux autres ethnies. Cette question devrait être adressée plus en profondeur dans la mesure où tant que cette inégalité persiste, les causes de conflits ne disparaîtront pas entièrement. Cela ressort de plusieurs données qualitatives et particulièrement à Nyunzu, où la stabilité et la paix ne sont que très partielles, et où de nombreuses personnes ont cité le risque que la guerre recommence bientôt, notamment parce que les Twas, n'ayant rien à manger, sont soupçonnés de chercher à se nourrir en volant aux autres. Plusieurs membres des communautés parlent de « guerre de la faim », cette question de moyen

d'autosubsistance à moyen terme, se transforme en craintes pour la sécurité alimentaire de ces communautés dans un avenir déjà présent.

L'efficacité du projet a été mesurée en rapport direct aux objectifs prédéfinis. Le premier était d'améliorer les connaissances des acteurs sur les dynamiques de conflit dans la zone, notamment par la réalisation et la restitution régulière de scans. La plupart des acteurs consultés ont eu l'occasion de participer à différentes activités et que celles-ci leur ont permis de mieux comprendre les conflits. Le second objectif était de renforcer les mécanismes communautaires de gestion des conflits et leur coordination aux différents niveaux. Un grand enthousiasme a été rapporté au sein et autour des comités. La création de ces structures a été vue comme transparente et inclusive et l'approche gagnant-gagnant basée sur le dialogue a convaincu les communautés. La mise en place du comité provincial a été plus laborieuse et le résultat est pour l'instant encore limité, principalement à cause d'un manque de la part des autorités provinciales. De même les efforts de coordination existent mais doivent encore être renforcés. Les données quantitatives montrent toujours des résultats plus mitigés dans le territoire de Nyunzu, qui a connu de nombreux événements d'insécurité et violence pendant la mise en œuvre du projet, mais les données qualitatives retransmettent elles tout de même un fort intérêt de la population pour ce qui a été fait. Par exemple, à Nyunzu, 79% des personnes interrogées déclarent « que les activités mises en œuvre par les comités ont créé des changements positifs sur les relations intercommunautaires dans leurs milieux » ; 86% des interrogés sont très d'accord ou d'accord avec l'idée que la population apprécie le travail des CLP. Le troisième objectif était de favoriser l'instauration d'un dialogue pacifique, le rapprochement intercommunautaire et la transformation des conflits en soutenant des actions communautaires et de sensibilisation. Search a développé dans les années une expertise importante dans ce domaine et cela se remarque dans ce projet. Les témoignages sont nombreux de comment les personnes interrogées ont été marquées par ce qu'elles ont pu voir ou entendre (film, théâtre, compétition sportives, fêtes de performance culturelle et de danse), et par les changements observés en elles et autour d'elles : des chefs de village se réconcilient, des échanges commerciaux reprennent, des femmes Twas vendent plus facilement au marché leur marchandises, des guerriers Twas brûlent leurs flèches en publics, une association de jeune anciens combattants des deux ethnies se forme et prêche la paix, etc. Certes ces exemples sont le résultat de multiples facteurs, parmi lesquels le projet n'est pas seul, mais a joué un rôle crucial. Le dernier objectif est celui de favoriser l'accès des populations à de l'information crédible et fiable soutenant l'émergence d'attitudes pacifiques et tolérantes, cela surtout à travers un engagement avec les radios, dans la formation des journalistes et le soutien direct à la réalisation et la transmission de productions. Les émissions sont très connues, suivies et appréciées. Le seul regret parfois exprimé est l'accès parfois difficile à leur écoute pour des raisons indépendantes de Search.

L'effectivité est le critère d'évaluation limité aux deux territoires auxquels le projet a été étendu dans les derniers mois de mise en œuvre, Moba et Kabalo, avec donc une période de réalisation très courte. Les populations sont pleinement conscientes des risques liés à cette limite car elles n'ont cessé de le répéter en expliquant les craintes qu'elles avaient par rapport aux risques liés à la détérioration de la situation sécuritaire et des relations intercommunautaires si le projet s'arrête à ce point. Ceci étant noté, le nombre de témoignages positifs apportés par les personnes consultées est impressionnant. Les personnes consultées étaient en mesure de citer les activités auxquelles elles ont participé (théâtre, cinéma, danse, football, médiation des conflits), mais aussi des effets déjà observables produits par celles-ci (réduction de la violence intercommunautaire et amélioration de la cohésion sociale). Toutes les activités prévues ont été réalisées, sauf celle de dotation en AGR des CTPM, car une période si courte de mise en œuvre ne rendait pas cela possible.

Le dernier critère d'évaluation est la viabilité, qui vise à voir dans quelle mesure l'approche utilisée et les résultats atteints garantissent une durabilité des effets du projet. Les différentes activités et la façon dont elles ont été mises en œuvre présentent des garanties qui peuvent influencer positivement la viabilité des résultats : un important travail de sensibilisation, information, formation qui impulsent un changement de perception et de mentalité; une vraie appréciation et appropriation par les participants; une implication de certaines autorités locales et la dotation en AGR des CTPM. Certains efforts restent à être fait, par exemple en ce qui concerne l'engagement des autorités provinciales.

5. Recommandations

Recommandations adressées à Search

Pertinence

1. Mener une revue critique des analyses des conflits afin d'apprécier dans quelle mesure ces analyses ont exploré l'ensemble des causes récentes et surtout profondes des conflits.

Si une faiblesse quant 'à l'analyse de certains aspects ou causes des conflits se confirme, s'assurer pour les conflict scans et projets à venir que cet aspect soit corrigé, que les causes profondes des conflits ont bien été identifiées et que l'approche développée permet de les adresser. Dans ce travail apporter une attention particulière à l'analyse de l'historique et de la situation actuelle, de marginalisation et discrimination systématique, vécue par la population Twa.

2. Utiliser l'approche basée sur les droits dans la définition de la stratégie du projet, veillant ainsi à inclure un travail sur les droits reconnus à tous les citoyens congolais, et (inter)nationalement aux peuples autochtones en particulier, et applicables à l'ethnie Twa aussi.

Il est essentiel de faire preuve de tact dans la mise en œuvre des activités au vu des sensibilités ethniques : la mise en œuvre doit porter une attention forte à ce que le démarche soit bien comprise comme visant à ramener tous à un niveau de droit égal, et non pas à favoriser les Twas aux dépens des autres ;

3. Dans le cadre de la définition, mise en œuvre, suivi et évaluation des activités porter une attention systématique à la composition des participants et des groupes impliqués, en désagrégeant non seulement selon l'âge et sexe, mais aussi par ethnie, afin d'assurer une diversité et une représentativité en ligne avec la situation et aux aspirations du projet.

Efficacité

4. Utiliser encore davantage les langues locales dans les activités d'information et sensibilisation, voir médiation, adressées au grand public (si cela n'est pas encore le cas).

5. Accroître et étendre l'implication des organisations locales dans les activités d'information et de sensibilisation, en les faisant participer en tant que public, ou encore mieux en les impliquant en tant qu'actrices partenaires dans les activités d'information, sensibilisation et de rapprochement communautaire. *Cela aussi bien dans le but qu'elles se sentent parties prenantes, qu'elles assimilent le message et soient ensuite en mesure de le diffuser à leur tour, qu'elles apprennent de nouvelles techniques qu'elles auront observé.*

6. Revoir la stratégie de travail avec leaders influents, et surtout les autorités provinciales, afin d'accroître leur engagement. Dans la mesure du possible, profiter du fait que les autorités provinciales ont fait appel à Search pour l'organisation du Forum de paix lorsqu'ils en avaient besoin.

7. Réduire les retards pouvant influencer négativement la mise en œuvre des activités (par exemple dans la livraison de matériel, dans l'approbation formelle d'extensions de projets déjà agréé, etc) ;

Sur base d'une analyse des conflits partagée et mise à jour, proposer une feuille de route d'une à deux pages d'engagements concrets (activité, date, responsable) et opérationnelles. Présenter en amont cette stratégie au bailleur afin de solliciter son soutien. Pour avancer sur un thème aussi délicat il est probable que Search doit créer des alliances avec d'autres acteurs pertinents.

Effectivité

8. Bien qu'inspirés seulement de l'expérience localisée dans les 3 premiers territoires de mise en œuvre, les enseignements tirés de cette évaluation sont de nature transposable et devraient être pris en compte pour toute intervention visant à travailler sur la prévention et la résolution des conflits dans les Provinces concernées, et particulièrement dans les conflits entre les communautés Twas et les autres communautés, dont les Lubas.

Viabilité

9. Suivre et appuyer le bon fonctionnement des AGR apportées aux CTPM et les conseiller afin d'en assurer une bonne gestion. Si cela est faisable, voir dans quelle mesure des micro AGR pourraient être aussi appuyées pour les CLPM.

10. Inclure dans les prochaines zones de mise en œuvre du projet les coins les plus reculés et les plus fortement touchés par les violences. Cela aussi bien dans un souci d'efficacité que de viabilité, car si des îlots importants de violence et conflits restent, il est probable qu'ils se maintiennent et puissent dégénérer à nouveau, dans le pire des cas en débordant sur les zones « pacifiées ».

10. Vérifier que l'ensemble des causes racines des conflits sont adressés. (cf point 1)

Recommandations adressées au FSRDC

Efficacité

11. Lors de l'analyse des types d'interventions à soutenir dans des zones touchées par des conflits non réglés, prendre en compte que la paix est une des tout premiers besoins à adresser, sans laquelle il est difficile pour les communautés de s'auto prendre en charge. Toute intervention de moyen ou long terme qui ne vise pas à mettre fin au conflit en adressant ses causes profondes, e trouvera inévitablement limité par l'existence de ce conflit. Même en cas d'interventions humanitaires, assurer que le « do no harm » soit bien intégré par les équipes d'intervention, par les autorités et les communautés locales.

Viabilité

12. Continuer et étendre l'investissement dans la prévention et la gestion des conflits dans l'ensemble des territoires, et dans l'ensemble des zones de ceux-ci où le conflit est présent, afin de consolider davantage la durabilité des résultats atteints.

6. Appendices

Annexe 1: Outils

GUIDE POUR LES FG_EVALUATION FINALE_PROJET PREVENTION ET GESTION DES CONFLITS

Introduction/Préambule

Bonjour. Mon nom est _____ et je suis accompagné par mon/ma collègue _____. Je travaille pour le compte de Search for Common Ground /Centre Lokolé, une organisation non-gouvernementale qui travaille dans la transformation des conflits. Search veut évaluer le projet "Prévention et gestion des conflits" qui a été exécuté depuis deux ans dans la province de Tanganyika et une partie du Haut Katanga. Ce projet visait à créer les conditions favorables pour une cohabitation non-violente et la mise en place d'un dialogue pacifié entre les communautés en conflit.

La participation à ce groupe de discussion est volontaire et tous les résultats seront gardés confidentiels et anonymes. Vous êtes libre de refuser de répondre à une ou toutes les questions, et vous pouvez choisir d'arrêter l'enquête à tout moment. Vos réponses seront gardées confidentielles. Nous vous invitons donc à vous exprimer librement car vos points de vue sincères permettront de documenter vos expériences. Il n'y a pas de bonne ni de mauvaise réponse.

Notre discussion durera environ 2 heures. Nous vous remercions d'avance pour votre participation. Voulez-vous y participer ?

Si oui, poursuivre. Si certains participants semblent mal à l'aise, leur permettre de quitter la discussion.

PERTINENCE

1. Qui ici a participé directement à des activités de Search for Common Ground /Centre Lokolé dans votre milieu ? Si Oui, lesquels ?
2. Sur une échelle de 1 – 5 (1 : pas du tout pertinent, 5 : très pertinent), que pensez-vous de l'effet de ce projet sur la prévention et gestion des conflits ? (Expliquer la décision avec des exemples). Quels sont les activités les plus pertinentes?
3. Est-ce que le projet a répondu à vos besoins ? (pensez spécifiquement au genre, ethnicité,

âge, statut sociale – encourager une discussion)

EFFICACITE

4. Quelle est votre opinion sur la capacité des acteurs locaux, étatiques et humanitaires pour gérer et réduire les conflits? Pouvez-vous partager des exemples concrets ?
5. Quels sont les mécanismes communautaires de gestion des conflits qui existent aux niveaux de votre communauté (niveau local, territorial et provinciale)? Selon vous, lesquels de ces mécanismes sont fonctionnels ?
6. Comment procédez-vous pour résoudre/gérer un conflit entre les individus et/ou ethnies au sein de votre communauté (différemment de deux années précédentes)? Quel est le moyen idéal ? (donner des exemples).
7. Accédez-vous à des informations fiables sur la gestion des conflits au sein de votre communauté? Par quel moyen et est-ce que ces informations contribuent à la tolérance entre les individus en conflit dans la communauté ? Si oui, comment ?

EFFECTIVITÉ

8. Est-ce que vous pensez que les activités de Search ont bien été déroulées ? Est-ce que vous êtes satisfait avec le soutien de Search au niveau des Comités de Paix ?
9. Est-ce que vous pensez que les activités de ce projet sont plus ou moins efficaces que d'autres mesures de prévention et gestion de conflits dans votre communauté ?
10. Est-ce que les parties prenantes pertinentes ont été engagées au niveau de ces activités pour assurer le maximum d'effet ?

VIABILITE

11. Quels groupes dans votre communauté ont-ils engagé avec les activités du projet ? Quels étaient certaines barrières qui les empêchaient de participer ?
12. Est-ce que les mécanismes communautaires ont la capacité d'adresser la prévention et gestion des conflits dans le long-terme au niveau local, territorial et provincial ?
13. À travers quels moyens est-ce que la cohabitation pacifique entre les différents groupes ethniques peuvent être pérennisées dans votre communauté après le projet? (citez les atouts disponibles au niveau local, territorial et provincial)

GUIDE POUR LES KII _EVALUATION FINALE _PROJET PREVENTION ET GESTION DES CONFLITS

Introduction/Préambule

Bonjour. Mon nom est _____ et je travaille pour le compte de Search for Common Ground /Centre Lokolé, une organisation non-gouvernementale qui travaille dans la transformation des conflits. Search veut évaluer le projet "Prévention et gestion des conflits" qui a été exécuté depuis deux ans dans la province de Tanganyika et une partie du Haut Katanga. Ce projet visait à créer les conditions favorables pour une cohabitation non-violente et la mise en place d'un dialogue pacifié entre les communautés en conflit.

La participation à cet entretien est volontaire et tous les résultats seront gardés confidentiels et anonymes. Vous êtes libre de refuser de répondre à une ou toutes les questions, et vous pouvez choisir d'arrêter l'enquête à tout moment. Vos réponses seront gardées confidentielles. Nous vous invitons donc à vous exprimer librement car vos points de vue sincères permettront de documenter vos expériences. Il n'y a pas de bonne ni de mauvaise réponse.

Notre discussion durera environ 20 minutes. Nous vous remercions d'avance pour votre participation. Voulez-vous y participer ?

Si oui, poursuivre. Si certains participants semblent mal à l'aise, leur permettre de quitter la discussion.

PERTINENCE

1. Pouvez-vous nous parler de votre engagement dans les activités Search for Common Ground / Centre Lokolé ?
2. Est-ce que le projet a répondu à vos besoins et ceux de la communauté ? (pensez spécifiquement au genre, ethnicité, âge, statut sociale – encourager une discussion)

EFFICACITE

3. Quels sont les mécanismes communautaires de gestion des conflits qui existent aux niveaux de votre communauté (niveau local, territorial et provinciale) ? Selon vous, lesquels de ces mécanismes sont fonctionnels ? Comment ceci a changé depuis le projet ?
4. Comment est-ce que la communauté procède pour résoudre/gérer un conflit entre les individus et/ou ethnies au sein de votre communauté (différemment de deux années précédentes) ? Quel sont les moyens les plus communs ? (donner des exemples). Et est-ce que ceci a changé depuis le projet ?

5. Est-ce que les moyens locaux disponibles pour accéder à l'information sur la gestion des conflits a changé depuis l'implémentation des activités du projet? Comment ?

EFFECTIVITÉ

6. Est-ce que vous pensez que les activités de ce projet sont plus ou moins effective que d'autres mesures de prévention et gestion de conflits dans votre communauté ?

VIABILITE

7. Quels groupes dans votre communauté ont engagé avec les activités du projet ? Quels étaient certaines barrières qui les empêchaient de participer ?
8. Que pensez-vous des effets long termes du projet au niveau d'intégration dans les structures locales et institutionnelles ?

Questionnaire / Sondage_EVALUATION FINALE :PROJET COD740 PREVENTION ET GESTION DES CONFLITS

PARTIE 1 : INFORMATION ENQUETEUR

#	QUESTIONS	REPONSES
1	Nom de l'enquêteur	
2	Date	
3	Numéro du questionnaire	
4	Lieu de l'enquête	

PARTIE 2 : CONSENTEMENT INFORME

L'enquêteur doit lire à haute voix la partie 2.1

#	QUESTION	REPONSES ET CODES
1	Bonjour. Mon nom est _____ et je travaille pour Search for Common Ground, une organisation non gouvernementale qui travaille dans la transformation des conflits. Search veut évaluer le projet "Prévention et gestion des conflits" qu'il a exécuté depuis deux ans dans la province de Tanganyika et une partie du Haut Katanga. Ce projet visait à créer les conditions favorables pour une cohabitation non-violente et la mise en place d'un dialogue pacifié entre les communautés en conflit.	(1) Oui (2) Non <i>Si Oui commencer l'entretien, si Non remercier la</i>

	<p>La participation à l'enquête est volontaire et tous les résultats seront gardés confidentiels et anonymes. Vous êtes libre de refuser de répondre à une ou toutes les questions, et vous pouvez choisir d'arrêter l'enquête à tout moment. Vous ne serez pas payé pour répondre à ces questions, mais en participant vous contribuerez au développement de votre région. Les résultats de cette enquête seront utilisés pour aider Search for Common Ground et FSRDC à évaluer ce projet. Cette enquête prendra environ 15 minutes.</p> <p>Nous vous remercions d'avance pour votre participation. Êtes-vous d'accord de participer ?</p>	<p><i>personne et passer au prochain enquêtés.</i></p>
--	--	--

PARTIE 3 : Profile des participants

Table 1

#	Questions	Modalités	Instructions
1	Sexe	(1) Homme (0) Femme	<i>Une seule réponse possible</i>
2	Groupe ethnique	(1) Twa (2) Luba (3) Autres. A préciser : (4) Pas de réponses/ Je ne sais pas Autres à préciser.....	<i>Une seule réponse possible. Question ouverte pour 'autres'</i>
3	Quel est votre état civil ?	Célibataire (1) Divorcé/séparé (e) (2) Marié (e) (3) Veuf (ve) (4)	<i>Une seule réponse possible</i>
4	Quel âge avez-vous ?	(1) Moins de 15 ans (2) 15-19 ans (3) 20 – 24 ans (4) 25 – 29 ans (5) 30 – 34 ans (6) 35 – 39 ans (7) 40 – 49 ans (8) 50 – 59 ans (9) 60 ans +	<i>Une seule réponse possible</i>

6	Quel est votre niveau d'éducation ?	(1) Jamais étudié	<i>Une seule réponse possible</i>
		(2) Primaire	
		(3) 3ème Secondaire	
		(4) 6ème secondaire	
		(5) Graduat	
		(6) Université	
		(7) Formation professionnelle	
7	Quelle est votre profession principale ?	(1) Elève/Étudiant	<i>Une seule réponse possible. Question ouverte pour 'autres'</i>
		(2) Enseignant	
		(3) Cultivateur	
		(4) Eleveur	
		(5) Pêcheur	
		(6) Commerçant	
		(7) Négociant	
		(8) Creuseur	
		(9) Chômeur	
		(10) Ménagère	
		(11) Autorités administratives	
		(12) Autorités coutumiers	
		(13) Autorités religieuses	
		(14) Fonctionnaire publique	
		(15) Militaire (FARDC)	
		(16) Policier (PNC)	
		(17) Service de renseignement (ANR)	
		(18) Agent ONG/Association	
		(19) Journaliste	
(88) Pas de réponses/ Je ne sais pas			
(99) autre à préciser.....			

PARTIE 4 : Pertinence

	Question	Réponses et Codes	Instructions
8	Avez-vous déjà entendu parler de SFCG ou Centre Lokolé en RDC ?	(1) Oui (2) Non (3) Pas de réponses	<i>Une seule réponse possible</i>
9	Est-ce que vous avez déjà écouté les émissions de Search for Common Ground / Centre Lokole ?	1. Oui 2. Non 3. Ne sais pas	<i>Une seule réponse possible</i>

10	<p>Si ils ont répondu oui :</p> <p>Est-ce que vous suivez l'émission « Jirani ni ndugu » ?</p>	<p>1. Oui 2. Non 3. Ne sais pas</p>	<p><i>Une seule réponse possible</i></p>
11	<p>Comment estimez-vous le niveau de confiance entre les gens des différentes communautés dans votre milieu ?</p>	<p>(1) Très fort (2) Fort (3) Moyen (4) Faible (5) Très faible (6) Aucun 1. (7) Pas de réponses/ Je ne sais pas</p>	<p><i>Une seule réponse possible</i></p>
12	<p>Quelles sont les acteurs (personnes/structures) impliqués dans la résolution de ces conflits ?</p>	<p>Les autorités politico administratives Les autorités coutumières Les FARDC La police Les associations des femmes Les barza communautaires les comités ou organisations locales de gestion des conflits La justice Je ne sais pas/pas de réponse 2. Autres à préciser.....</p>	<p><i>Une seule réponse possible</i></p>

PARTIE 5 : Efficacité

	Question	Réponses et Codes	Instructions
13	<p>Pensez-vous que le recours à la violence est un moyen efficace pour résoudre les conflits dans votre communauté ?</p>	<p>1. Oui 2. Non 3. Je ne sais pas</p>	<p><i>Une seule réponse possible</i></p>
14	<p>Dans votre communauté, quelle sont les moyens utilisé pour résoudre les conflits ?</p>	<p>1. Recourt à la non-violence 2. Recourt souvent à la violence</p>	<p><i>Une seule réponse possible</i></p>
15	<p>Comment trouvez-vous les relations entre les groupes ethniques dans votre milieu ?</p>	<p>1. Très bonne 2. Bonne 3. Moyenne 4. Mauvaise 5. Très mauvaise</p>	<p><i>Une seule réponse possible</i></p>

16	Est-ce que vous comprenez bien la dynamique des conflits dans votre milieu ?	1. Oui 2. Non	<i>Une seule réponse possible</i>
17	Dans quelle mesure êtes-vous confiant que vous pouvez expliquer la dynamique des conflits dans votre communauté?	1. Très confiant 2. Assez confiant 3. Moyennement confiant 4. Pas très confiant 5. Pas du tout confiant	<i>Une seule réponse possible</i>
18	Connaissez-vous au moins une structure ou comité local qui travaille dans le cadre de la gestion et résolution des conflits dans votre milieu et qui est fonctionnelle?	(1) Oui (2) Non (88) Pas de réponse/Je ne sais pas	<i>Une seule réponse possible</i>
19	Si oui, quels mécanismes communautaire de gestion de conflits sont fonctionnels dans votre milieu ?	6. Spécifier 7. Aucun 8. Je ne sais pas	<i>Laissez la personne répondre avant de donner les options. Plus d'une réponse possible. Question ouverte pour 'autres'</i>
20	Pour ceux qui ont identifié au moins un mécanisme : Est-ce que vous pensez que cette structure ou comité travaille ensemble et de manière coordonnée avec d'autres comités oeuvrant dans ce domaine ?	1. Oui 2. Non 3. Ne sais / pas de réponse	<i>Une seule réponse possible</i>
21	Pour ceux qui ont identifié au moins un mécanisme : Quel est un des mécanismes de gestion des conflits pertinent développé par les comités?	1. Sensibiliser les communautés à dialoguer directement en cas de conflits 2. Sensibiliser les personnes appartenant à une même famille et qui sont en conflit de faire des conseils de famille pour trancher les différences 3. Orienter les personnes en conflits aux vieux sages du milieu 4. La médiation 5. Autres 6. NSP	
22	Pour ceux qui ont identifié au moins un mécanisme : Pensez-vous que ces structures / comités travaillent de manière à créer un	1. Oui 2. Non 3. NSP / Pas de réponse	

	changement positif sur les liens intercommunautaires ?		
23	Croyez-vous être capable de résoudre un conflit de manière pacifique et non violente ?	1. Oui 2. Non	<i>Une seule réponse possible</i>
	<i>Si ils ont dit oui:</i> Pouvez-vous citer au moins une manière pacifique de résoudre un conflit ?	Recourir à la médiation Le dialogue direct en cas des conflits Réunion familial Recourir aux vieux sages Autres à préciser.....	<i>Une seule réponse possible</i>
24	Est-ce que vous avez accès à l'information fiable sur la gestion des conflits dans votre territoire ?	1. Oui 2. Non 3. Ne sais pas	<i>Une seule réponse possible</i>
25	Quelles sont vos trois premières sources d'accès à l'information fiable sur la gestion des conflits dans votre milieu ?	1. La radio 2. Les autorités coutumières 3. Les comités ou organisations locales de gestion de conflits 4. Les autorités politico-administratives 5. Les barzas communautaires 6. La justice 7. La police 8. Les associations des femmes 9. FARDC 10. NSP 11. Autres	<i>Une seule réponse possible. Question ouverte pour autres.</i>
26	Si ils ont répondu oui : Est-ce que les informations dont vous avez accès sur la gestion des conflits favorisent la tolérance ?	1. Oui 2. Non 3. NSP / Pas de réponse	<i>Une seule réponse possible</i>

PARTIE 6 : Viabilité

27	Est-ce que vous pensez que les changements positifs mené par les comités locaux de paix sont durable ?	1. Oui 2. Non 3. Ne sais pas	<i>Une seule réponse possible</i>
28	Quelle est votre opinion sur la déclaration suivante : « Je suis de l’avis que la population apprécie les efforts des comités de paix »	1. Complètement d’accord 2. D’accord 3. Indécis 4. Pas d’accord 5. Fortement en désaccord	<i>Une seule réponse possible</i>

Annexe 2: ToR

1. Context

Search for Common Ground

Fondée en 1982, Search for Common Ground (Search) vise à transformer la manière dont le monde gère les conflits, pour s’éloigner des approches de confrontation et rechercher des solutions à travers la collaboration. Nous utilisons une approche à plusieurs facettes, utilisant le dialogue et les médias, et en travaillant avec les communautés, le gouvernement local et la société civile, pour trouver des moyens appropriés de renforcer les capacités de la société à gérer les conflits de manière constructive: **de comprendre les différences et agir sur les points communs.**

Search est présente en République Démocratique du Congo (RDC) depuis 2001 et à des bureaux à Kinshasa, Bukavu, Goma, Kalémie, et un sous-bureau à Bunia.

Le Projet

Le projet « La prévention et la gestion des conflits dans le Nord du Katanga » a été mise en œuvre depuis Mars 2016 avec le soutien financier du Fonds Social de la République Démocratique du Congo. Ce projet de 24 mois et une période d’extension de 5 mois, a pour **objectif principale** de :

Créer les conditions favorables pour une cohabitation non-violente et la mise en place d’un dialogue pacifié entre les communautés en conflit dans le Tanganyika et Haut-Katanga.

Le projet a quatre objectifs stratégiques:

- 1) Améliorer les connaissances des acteurs locaux, étatiques et humanitaires sur les dynamiques de conflit dans les zones couvertes par le projet ;
- 2) Renforcer les mécanismes communautaires de gestion des conflits et de coordination au niveau local, territorial et provincial couvrant les zones du projet ;
- 3) Favoriser l’instauration d’un dialogue pacifique, le rapprochement intercommunautaire et la transformation des conflits en soutenant des actions communautaires et de sensibilisation;

- 4) Favoriser l'accès des populations du Tanganyika et du Haut-Katanga à de l'information crédible et fiable soutenant l'émergence d'attitudes pacifiques et tolérantes.

2. Objectif de l'évaluation finale

L'évaluation finale à quatre objectifs principaux :

5. Évaluer le niveau d'atteinte des objectifs du projet (**efficacité**)
6. Déterminer la mesure dans laquelle le projet s'est adapté aux priorités des groupes cibles, des participants et du bailleur (**pertinence**)
7. Mesurer l'effectivité des activités dans les nouvelles zones d'intervention (**Effectivité**)
8. Analyser la soutenabilité des résultats atteints après la clôture du projet (**viabilité**)

3. Questions clés de l'étude

L'évaluation finale devra reprendre aux questions suivantes :

Pertinence

10. La chaîne des résultats a-t-elle répondu aux besoins clairement identifiés?
11. Dans quelle mesure le programme a-t-il démontré une capacité à s'adapter pour rester pertinent?
12. Le programme a-t-il continué à répondre aux besoins des groupes cibles pendant la période de mise en œuvre?

Efficacité

4. Dans quelle mesure les objectifs du projet ont-ils été atteints? Spécifiquement, quels est le progrès des indicateurs du projet suivants:?
 - a. % des personnes qui affirment que le recours à la violence est un moyen efficace de résoudre un conflit
 - b. % des personnes interrogées qui affirment que les relations entre les différents groupes ethniques / communautés sont bonnes ou très bonnes
 - c. % des personnes interrogées qui affirment bien ou très bien comprendre les dynamiques des conflits dans leur milieu
 - d. % des personnes qui affirment connaître au moins un mécanisme communautaire de gestion des conflits qui soit fonctionnel dans leur milieu
 - e. % des personnes qui pensent que les mécanismes communautaires de gestion des conflits travaillent ensemble de manière coordonnée

- f. % des personnes qui affirment que les activités mises en oeuvre par les comités ont créé des changements positifs sur les relations intercommunautaires dans leurs milieux
- g. % des personnes qui affirment être capable de résoudre leur conflit de manière pacifique et non-violente
- h. % des personnes qui affirment avoir accès à l'information fiable sur la gestion des conflits dans leur territoire
- i. % des personnes affirmant avoir accès à l'information sur la gestion des conflits qui pensent que cette information favorise la tolérance dans leur environnement

Effectivité

- 13. Les objectifs ont-ils été atteints à temps dans les nouvelles zones suivant l'extension du projet ?

Viabilité

- 14. Quel est le niveau d'appropriation du programme par les groupes cibles ?
- 15. Les résultats atteints sont-ils susceptibles de se poursuivre après la fin du projet ?
- 16. Dans quelle mesure le projet est-il intégré aux structures locales et institutionnelles?

4. Cible Géographiques

Les zones d'interventions du projet sont Nyunzu, Manono et Kalemie au niveau du Tanganyika et Pweto et Mitwaba au Haut Katanga. La phase d'extension du projet a aussi intégré les zones de Kabalo, Kongolo et Moba dans le Tanganyika.

Du aux ressources limités, cette évaluation se focalisera spécifiquement dans la province du Tanganyika où les zones ont connu le plus de conflit et où les activités du projet ont été suffisamment réalisées pour mesurer les niveaux de changements. Également, seules les territoires de Kabalo et Moba de la phase d'extension seront évalué pour la question d'effectivité car ces zones ont connu le plus de changements – c'est à dire que le territoire de Kongolo ne fera pas parti de l'évaluation.

Au vue de la dispersion géographique de ces zones d'intervention et de l'accessibilité ; les entités suivantes seront retenues pour cette évaluation.

	Territoires	Zones intervention	Observation
TANGANYIKA	Nyunzu	Nyunzu centre	Chef-lieu du territoire
		Muhuya	15 Km de Nyunzu cité

	Kalemie	Kalemie ville	Chef-lieu du territoire
		Kabimba	60 Km de la cité de Kalemie
	Manono	Manono centre	Chef-lieu du territoire
		Kyofwe	65 km sur l'axe nord vers Ankoro
	Kabalo	Kabalo centre	Chef-lieu du territoire
		Kasinge	40 km de Kabalo centre avec possibilité de faire aller et retour/
	Moba	Moba Cité	Chef-lieu du territoire
		Mulonde	18 km de la cité de Moba.

5. Méthodologie et Outils de Collecte

Pour mieux comprendre le changement survenu au cours du projet, il s'avère indispensable de recourir à la méthodologie qui avait été utilisée pour l'étude de base du projet. Ainsi donc, l'approche mixte (qualitative et quantitative) sera utilisée pour cette fin. L'approche quantitative sera implementée à travers un sondage individuel, et le qualitative à travers les *focus groupes (FGD)* et *entretiens clés (KII)*.

c. Données Qualitatives

Focus Groupes

Au total, 21 *focus group* seront tenus à travers les 5 territoires indiqués dans le tableau ci-dessous. Les FG avec les membres des comités de paix seront mixtes et viseront à cibler les hommes et les femmes de manière égale, bien que les hommes constituent la majorité des comités. Un maximum de 12 participants participera dans chaque groupe.

Des FG avec les membres de la communauté seront aussi mené au niveau des villages de Nyunzu, Kalemie, Manono, Kabalo et Moba.

FG	Nyunzu	Kalemie	Manono	Kabalo	Moba	Total
----	--------	---------	--------	--------	------	-------

Membres des comités de paix (mixte)	2 CTPM de Nyunzu CLPM de Muhuya	3 Comité Provincial de Paix CTPM de Kalemie CLPM de Kabimba	2 CTPM de Manono CLPM de Kyofwe	2 CTPM de Kabalo CLPM de Kasinge	2 CTPM de Moba CLPM de Mulonde	11
Femmes (dans la communauté ; jeunes et adultes)	1 (Nyunzu)	1 (Kalemie)	1 (Manono)	1 (Kabalo)	1 (Moba)	5
Hommes (de la communauté ; jeunes et adultes)	1 (Nyunzu)	1 (Kalemie)	1 (Manono)	1 (Kabalo)	1 (Moba)	5
Total	4	5	4	4	4	21

Entretiens Clés

Les entretiens clés seront tenu avec des individus clés, pour pouvoir équilibrer le niveau de participation, en prenant compte que les comités ne représentent pas également les femmes et les hommes.

Le tableau ci-dessous décrit la catégorie de personnes à rencontrer dans les entretiens semi-structurés.

KII	Nyunzu	Kalemie	Manono	Kabalo	Moba	Total
Autorités au niveau provincial (qui sont membres du Comité Provincial de la Paix)		1				1
Responsable du territoire	1	1	1	1	1	5
Responsable des structures impliquées dans la consolidation de la paix	1	1	1	1	1	5
Leader de la jeunesse	1	1	1	1	1	5
Femmes leaders des associations	1	1	1	1	1	5
Total						21

d. Données quantitatives

L'approche utilisée pour déterminer l'échantillon est systématique, c'est à dire que un pas de sondage de 5 ménages dans chaque site sera observé pendant la collecte des données (même méthodologie que le baseline). La taille de l'échantillon a été déterminée à travers « sample size » calculator *Raosoft*⁷ sur base des données démographiques de la province de Tanganyika. 385 personnes est l'échantillon représentatif de la population du Tanganyika avec une marge d'erreur de 5% et un niveau de confiance de 95%. Pour assurer que le nombre de personnes ciblé soit atteint, l'échantillon sera de 400 personnes à travers le Tanganyika, soit 134 questionnaires dans chaque territoire, partage équitablement entre femmes et hommes. Seulement les zones de Nyunzu, Kalemie et Manono seront prisent en compte, vu que les zones de Kabalo et Moba vont être évaluer juste pour le critère d'effectivité.

		Femmes	Hommes	Total dans la province
Tanganyika	Kalemie	67	67	134
	Manono	67	67	134
	Nyunzu	67	67	134
	Total	200	200	400

Équipe

Le développement du TdR et des outils a été mené par l'équipe DME de Search.

La collecte de données sera supervisée par l'Assistant de suivi et évaluation de Search avec l'appui du DME Manager. Cette collecte sera appuyée par 3 superviseurs de l'équipe Search (1 Assistant DME et 2 assistants de projet) et 2 superviseurs venant de l'équipe FSRDC. Avant d'être déployé sur le terrain, l'Assistant de suivi et évaluation de Search, avec le soutien du DME Manager, mènera une formation pour les superviseurs sur la méthodologie, les outils de collecte, l'approche Do No Harm et sensibilité au conflit et les défis potentiels de la collecte.

Un superviseur et un assistant de projet seront déployés dans chaque zone et le superviseur sera responsable de former les enquêteurs pour la collecte des données quantitatives au niveau du territoire. Pour les données qualitatives, le superviseur mènera la discussion des FG et des KII.

L'analyse des données et la rédaction du rapport sera mené par un consultant externe, qui sera responsable de finaliser l'évaluation et de faire une restitution des données auprès de Search.

Le DME Manager révisera la version finale et ILT validera le rapport avant diffusion.

⁷ <http://www.raosoft.com/samplesize.html>

6. Livrables

Search / Équipe de Collecte

Les livrables suivants sont attendus:

- Un plan initial de l'étude détaillant la méthodologie proposée, le calendrier et les outils de collecte des données;
- Le développement des outils;
- Le recrutement et la formation des enquêteurs;
- La supervision de la collecte des données.

Livrables du Consultant

- Une réunion consultative avec les staffs de l'équipe Search;
- L'analyse des données qualitatives et quantitatives et la production d'un premier draft du rapport en français;
- La production d'un rapport final en français (40 pages maximum, plus les annexes) comprenant les sections suivantes:
 - Un résumé exécutif reprenant les résultats clés, et les recommandations;
 - Une table de matières;
 - La méthodologie et les limites de l'étude;
 - L'analyse des résultats (structuré autour des objectifs de l'étude et des indicateurs principaux du projet);
 - Table des indicateurs
 - Les conclusions;
 - Les recommandations;
 - Les annexes, y compris les outils de recherche, la liste des informateurs clés et des focus groups et les termes de référence.
- Une PPT qui résume les résultats et le recommandations et une restitution des données auprès de l'équipe Search.

7. Calendrier

L'enquête devra être conduite en Juillet 2018. Un rapport draft sera soumis à Search début Aout.

Période	Activités	Responsable
1 -9 juin	Elaboration du TdR	Julien et Jessica
12 – 22 juin	Approbation du TdR	Carlotta
22-23 juin	Développement et Approbation des outils	Julien et Jessica

25 juin	Approbation des Outils	Carlotta
22 juin	Recrutement du consultant pour la rédaction	Jessica
Le 28 juin	Formation des superviseurs	Julien
1 – 2 juillet	Déploiements au terrain et Formation des enquêteurs	Superviseurs
3 juillet – 13 juillet	Collectes des données	Équipe de collecte
16 juillet	Réunion avec l'équipe Search	Consultant
16- 26 juillet	Analyse et interprétation des données	Consultant
27 juillet	Soumission du rapport draft	Consultant
27 juillet– 2 Aout	Révisions interne	DME / ILT
6 Aout	Version finale du rapport	Consultant
7 Aout	Restitution des données	Consultant

8. Compétences du consultant

Les compétences et l'expérience suivantes sont attendues par Search pour le consultant retenu:

- Maîtrise de l'anglais et du français (écrit et parlé);
- Plus de 5 années d'expérience dans l'évaluation de projets, y compris la collecte de données dans des entrevues, des sondages et des groupes de discussion;
- Expérience dans l'analyse des conflits et le travail avec les secteurs de la justice et de la société civile;
- Expérience de travail avec des organisations internationales;
- Expérience en réalisation d'enquêtes et d'analyses quantitatives;
- Connaissance et expérience des défis contextuels de la RDC, préférablement au niveau du Tanganyika.

En outre, le consultant est tenu de respecter les principes éthiques suivants ^[1]:

- *Enquêtes complètes et systématiques: le consultant devrait tirer le meilleur parti des informations existantes et de la gamme complète des parties prenantes disponibles au moment de l'examen. Le consultant doit mener des enquêtes systématiques basées sur des données. Il ou elle doit communiquer ses méthodes et approches avec précision et suffisamment de détails pour permettre aux autres de comprendre, d'interpréter et de critiquer son travail. Il ou elle devrait préciser les limites de l'examen et de ses résultats.*
- *Compétence: Le consultant doit posséder les capacités, les compétences et l'expérience appropriées pour entreprendre les tâches proposées et exercer dans la limite de sa formation professionnelle et de ses compétences.*

- *Honnêteté et intégrité: Le consultant doit être transparent avec l'entrepreneur / constituant concernant: tout conflit d'intérêts, tout changement apporté au plan de projet négocié et les raisons pour lesquelles ces changements ont été apportés, tout risque que certaines procédures ou activités produisent des informations trompeuses.*
- *Respect des personnes: Le consultant respecte la sécurité, la dignité et l'estime de soi des répondants, des participants au programme. Le consultant a la responsabilité d'être sensible et de respecter les différences entre les participants en matière de culture, de religion, de sexe, de handicap, d'âge et d'appartenance ethnique.*
- *En outre, le consultant respectera les normes d'évaluation de Search, qui se trouvent dans les directives d'évaluation de Search: http://www.sfcg.org/programmes/ilt/dme_guidelines.html*

Applications

Pour postuler, les candidats intéressés (individus ou équipes) sont invités à soumettre les deux documents suivants:

- Curriculum vitae;
- Une proposition financière et une courte lettre de motivation.

Les candidatures doivent être soumises à www.sfcg.org/employment/ avant le 4 Juillet 2018.

Pour toutes questions sur cette évaluation, vous pouvez écrire à jbest@sfcg.org, avec cfassiotti@sfcg.org en copie.

[1]Adapted from the *American Evaluation Association Guiding Principles for Evaluators, July 2004*